

RÉGULATION DES MARCHÉS, TRAÇABILITÉ, FACTURATION ...

Les pouvoirs publics s'attaquent à la distribution

La filière de distribution souffre énormément d'un manque de coordination qui a pu, par moment, faire naître des pénuries. Ce problème, aussi complexe qu'il est, ne date pas d'hier. Cette situation résulte aussi de problèmes connexes, telle que le manque de traçabilité, de marchés de gros et même de facturation. Bien qu'un léger mieux a été constaté, il n'en demeure pas moins que le Ministère du commerce s'est engagé à le solutionner. En effet, selon la Cheffe de cabinet de ce ministère, un premier pas a été franchi, car «La cartographie de la production nationale a amélioré la distribution des produits ». P 3



UGTA

La détermination du Président Tebboune à conforter la place de la femme saluée

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), M. Amar Takdjout, a salué, dimanche, la ferme détermination du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à conforter la place de la femme algérienne dans les différents domaines.

P 2

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
DANS LE SECTEUR BANCAIRES
ET ASSURANCES

Un outil décisionnel efficace et prédictif



Des experts nationaux et internationaux ont affirmé, samedi à Alger, que l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) jouera un rôle positif dans la modernisation du secteur financier en Algérie, à travers l'amélioration de la gestion des risques mais aussi des services aux clients des banques et des compagnies d'assurances.

P 5

8E ÉDITION DE "HUAWEI ICT
COMPÉTITION"

Les équipes algériennes qualifiées aux finales

Neuf étudiants algériens sur douze, fiers d'avoir remporté une série d'épreuves, trois équipes sur quatre s'envoleront pour la Chine afin de concourir parmi les étudiants du monde entier et représenteront l'emblème national lors de l'ICT Compétition sous l'égide de Huawei, annonce, hier, Huawei Algérie dans un communiqué.

P 4

ENTMV

**Billets à prix réduits pour
la communauté nationale
à l'étranger** P2

INITIATIVE DE RÉDUCTION DES PRIX
**Adhésion de 8 422
opérateurs économiques** P 3

HADJ 2024
**Premier vol vers les
Lieux saints de l'islam le
20 mai** P 16

BARRAGE D'OUED CHELIFF

Apport
supplémentaire de
5 millions m³ d'eau

Un apport en eaux supplémentaires de 5 millions de mètres cubes a été enregistré au niveau du barrage de Oued Cheliff (Beni Ifren), à la faveur des dernières précipitations que la wilaya de Mostaganem a connues, dernièrement, a-t-on appris auprès de la direction locale des ressources en eau. Les pluies qui se sont abattues sur le territoire de cette collectivité locale du Nord-Ouest, du 25 février au 7 mars en cours ont porté le niveau de remplissage de cet ouvrage hydraulique, implanté dans la commune de Oued El Khir, à 16 millions de mètres cubes, soit un taux de stockage estimé à 32% de ses capacités théoriques évaluées à 50 millions de mètres cubes, ont précisé les services des ressources en eau de la wilaya. Ajoutant qu'à la faveur de ce nouvel apport, il a été décidé de transférer un volume de 3,5 millions de mètres cubes d'eau retenus par le même ouvrage hydraulique au barrage-réservoir de Kerrada, implanté dans le territoire de Sidi Ali, dont le volume des eaux qui y sont retenues est évalué, actuellement, à 13,5 millions de mètres cubes (19 % de ses capacités théoriques). Ces deux barrages sont considérés comme étant les deux principaux «fournisseurs» en eau du système MAO (Mostaganem-Arzew-Oran), a fait observer la même source.

ENTMV

Billets à prix réduits du 11
mars au 19 avril pour la
communauté nationale à
l'étranger

L'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a annoncé, dimanche dans un communiqué, des réductions allant jusqu'à 50% sur les prix de ses billets au profit de la communauté nationale établie à l'étranger, et ce, du 11 mars au 19 avril prochain. « A l'occasion du mois de Ramadhan, et afin de permettre au plus grand nombre possible de notre communauté de passer le mois sacré avec leurs familles, l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs a le plaisir d'annoncer à son aimable clientèle des réductions allant jusqu'à 50% sur les prix de ses billets, et ce, du 11 mars au 19 avril 2024 », lit-on dans le communiqué.

UGTA

La ferme détermination
du Président Tebboune à conforter
la place de la femme saluée

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), M. Amar Takdjout, a salué, dimanche, la ferme détermination du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à conforter la place de la femme algérienne dans les différents domaines.

Par R E

Présidant une cérémonie organisée en l'honneur des femmes syndicalistes au niveau de la Maison du peuple (Alger) à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme, M. Takdjout a souligné que le président de la République avait « une volonté de fer et une ferme détermination à renforcer la place de la femme algérienne dans tous les domaines », affirmant, dans ce sens, que l'UGTA « salue ces efforts et s'attèle à les traduire sur le terrain, de concert avec l'ensemble des

acteurs et des forces vives à l'instar des syndicats, des partis politiques, mais aussi des acteurs de la société civile ». Dans ce cadre, il a mis l'accent sur l'impératif de « changer certaines mentalités » en ce qui concerne la parité homme-femme, incitant les femmes à « adhérer, de manière résolue, à l'action syndicale ». M. Takdjout a également appelé au « renforcement du front intérieur pour faire face aux différents défis », réitérant, par là même, « le soutien de l'Union à l'ensemble des mesures décidées par le président de la République, en vue d'apuyer le front social, d'améliorer la si-

tuation des établissements et de relancer l'économie nationale ». Au plan international, M. Takdjout s'est félicité du rôle joué par l'Algérie dans le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), visant à mettre fin au génocide perpétré contre le peuple palestinien à Ghaza, mais aussi à soutenir les causes justes et les peuples opprimés dans le monde. A cette occasion, un hommage a été rendu à la défunte syndicaliste, Saada Rahmani et à ses consœurs des différents secteurs.

UNIVERSITÉ D'ORAN 2

Séminaire de formation au profit des membres des
Commissions de sélection, de validation et de financement
des projets de quatre wilayas de l'Ouest

Un séminaire de formation au profit des membres des Commissions de sélection, de validation et de financement des projets de quatre wilayas de la région Ouest du pays, a été organisé, dimanche à l'Université d'Oran 2, a-t-on appris du président de la Conférence régionale des universités de l'Ouest (CRUO), Ahmed Chaalal. La rencontre, initiée par le ministère de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Mi-

cro-entreprises, conjointement avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, regroupe les membres de ces Commissions des Centres de développement de l'entrepreneuriat des universités d'Oran 2, de Mostaganem, Mascara et Relizane, ainsi que des sections de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), outre des représentants de 5 établissements finan-

ciers de ces collectivités locales, a-t-on indiqué. Cette session de formation constitue la dernière phase des actions inscrites et mises en œuvre dans le cadre de la stratégie de formation initiée par les établissements universitaires, dans le but de promouvoir les projets de startups, a précisé à l'APS le Président du CRUO et Recteur de l'université d'Oran-2, Pr. Ahmed Chaalal. De son côté, le directeur de l'antenne d'Oran de l'ANADE, Ghomri Abdelkader,

a indiqué que l'organisation de ce séminaire s'inscrit dans le cadre du partenariat conclu et mis en œuvre entre les départements ministériels de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises et celui des l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, notamment dans son volet inhérent à la création de Centres de développement de l'entrepreneuriat et l'amélioration de leur niveau de performance.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

58.000 enseignants formés aux techniques
d'enseignement en anglais

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, dimanche dans un communiqué, la formation de 58.000 enseignants aux techniques d'enseignement en anglais dans le cadre de la démarche visant à renforcer l'utilisation de cette langue dans le milieu universitaire. « Dans le cadre de la démarche de réforme initiée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour renforcer l'utilisation de la langue anglaise dans

le milieu universitaire, notamment dans l'enseignement, un programme a été mis en place pour la formation des enseignants-chercheurs aux techniques d'enseignement en anglais », a précisé le ministère dans son communiqué. Le programme prévoit des « ateliers hebdomadaires sous formes de regroupements régionaux organisés en présentiel dans un établissement universitaire », selon la même source, qui explique que ce programme, qui se poursuivra toute l'année universitaire, s'adressait dans un premier temps aux

« enseignants de sciences et technologie ». Les travaux de ces ateliers sont supervisés par « la Commission nationale de pilotage et de suivi de la mise en œuvre du programme d'accompagnement pédagogique au profit des enseignants-chercheurs ». D'après le ministère, « un atelier de formation a été organisé à l'Université des sciences et technologies Houari-Boumediene d'Alger (USTHB) du 25 au 29 février 2024 au profit de 1000 enseignants-chercheurs relevant des établissements universitaires du Centre, et un autre

atelier à l'Université d'Oran 2 au profit de 150 enseignants-chercheurs relevant des établissements universitaires de l'Ouest ». L'opération a « débuté à l'Université d'El Oued, qui a abrité, du 4 au 8 février 2024, un atelier de formation au profit de 150 enseignants-chercheurs relevant de huit (8) établissements universitaires, à savoir les Universités d'El Oued, d'Ouargla, de Biskra, de M'sila, de Tamanrasset, d'Adrar et de Ghardaïa et le Centre universitaire d'Ilizi », selon le communiqué.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉGULATION DES MARCHÉS, TRAÇABILITÉ, FACTURATION ...

Les pouvoirs publics s'attaquent à la distribution

La filière de distribution en Algérie, souffre énormément d'un manque de coordination, qui a pu, par moment faire naître des pénuries. Ce problème aussi complexe qu'il est, ne date pas d'hier. Cette situation résulte aussi de problèmes connexes, telle que le manque de traçabilité, de marchés de gros et même de facturation. Bien qu'un léger mieux a été constaté, il n'en demeure pas moins que le Ministère du commerce s'est engagé à le solutionner. En effet, selon la Cheffe de cabinet de ce ministère, un premier pas a été franchi, car «La cartographie de la production nationale a amélioré la distribution des produits ».

Par Réda Hadi

Pour cette responsable qui s'est exprimée chez nos confrères de la radio nationale, le manque de marché de gros, défaut de facturation, traçabilité des produits et mauvaise distribution sont autant de facteurs handicapant la régulation du marché et la maîtrise des prix en Algérie. Afin de trouver des solutions à ces problèmes, des mesures ont été entreprises, mais pas suffisantes car exigeant l'implication directe des producteurs pour accompagner le ministère du Commerce et de la promotion des exportations pour améliorer un état des lieux, dont le citoyen en paye le prix fort. Même si la distribution a tendance à s'améliorer, certains problèmes subsistent. Cette responsable explique par ailleurs, que ces progrès n'ont été dus (entre autres) que dans le cadre d'un travail cadré d'une cartographie, numérisée déjà, obtenue à la base d'un premier recensement économique. Cette cartographie est en voie d'évaluation pour entamer une seconde étape d'où ressortiront les indicateurs qui manquaient dans la première étape. Le travail se fait maintenant filière par filière, afin qu'il y ait disponibilité à tous les niveaux et de tous les produits et qui dit disponibilité, dit plan de distribution pour un encadrement efficace du marché et donc de sa régulation. Celle-ci précise également, qu'après la cartographie du lait, une autre cartographie concernera les 14 produits répertoriés de large consommation. En effet, selon elle, les résultats du premier recensement économique sont probants en ce sens qu'il a offert des données à la base desquelles le réseau des producteurs est connu.

Ces derniers sont, d'après elle, conviés à déclarer leurs distributeurs avec adresses exactes et pointage GPS, etc. afin de déterminer le circuit, qui fait actuellement défaut, et qui contribue à hauteur de 30% du prix d'un produit. Si des améliorations ont été constatées, elles restent néanmoins limitées dans leurs actions. En effet, les marchés maghrébins sont considérés comme à fort potentiel de développement et à faible risque, surtout pour le cas du marché de la grande distribution, où ce dernier reste moyennement développé, et l'Algérie est à la traîne par rapport à ses voisins. Différentes raisons expliquent le phénomène de l'inflation des prix, dont la problématique de la disponibilité et de la répartition équitable des denrées et marchandises sur tout le territoire national. Or cette situation engendre de la spéculation, car celle-ci naît souvent de la non-disponibilité des produits et le consommateur final, tenu de subvenir à ses besoins, se voit contraint d'acheter au prix fort des produits pourtant ne souffrant pas de pénurie. Des économistes soulignent à ce propos, que sur tout le territoire national, 34 wilayas ne disposent pas de surfaces de vente supérieures à 2500 m2, communément appelées hypermarchés ou grandes surfaces. Selon eux, le nombre de grandes surfaces ou hypermarchés existants et disposant de parking pour accueillir 1000 véhicules est de 54, répartis sur 24 wilayas. Le réseau de distribution tel qu'il est conçu aujourd'hui pénalise de larges pans de la société puisque de nombreuses wilayas du pays ne connaissent pas encore l'existence d'hypermarchés. Certaines wilayas disposent de plusieurs grandes surfaces alors que d'autres n'en comptent même pas une. Ainsi, la capitale Alger compte 11 hypermarchés, contre 9 à Oran, 4 à Blida, et 2 dans chacune des wilayas de Annaba, Adrar, Sétif, Tizi Ouzou, El Oued, Tougourt, Mila, Oum El Bouaghi et Bordj Bou Arréridj. Pour la Cheffe du cabinet du Ministère du Commerce, pas moins de 19 mille producteurs sont répertoriés. S'agissant des marchés de gros, elle affirme que « Nous avons 54 marchés de gros, de fruits et légumes, dont huit régionaux, sous tutelle du ministère du Commerce MAGRO et le reste c'est des petits marchés », et de déplorer aussi « nous n'avons pas de marchés de gros pour l'agroalimentaire, mais plutôt des concentrations éparpillées sur quatre régions et regroupant 400 commerçants de gros ».

Et d'ajouter « nous avons seulement neuf espaces d'hyper-distributions, dites centrales de ventes ». Pour pallier à ce défaut de distribution-disponibilité, la responsable en fait appel au privé pour s'investir dans la construction d'hyper-marchés, pour augmenter les points de vente. Dans une récente sortie sur terrain, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, a assuré que son département s'engage à développer les marchés de gros régionaux. Il a en outre souligné l'importance d'investir dans de tels espaces qualifiés de «moteurs essentiels du commerce de détail». Au vu des statistiques, de nombreux espaces commerciaux de ce type restent encore à ouvrir. Pour comparaison, la grande distribution représente 12% et 10% du PIB national au Maroc et en Tunisie, alors qu'elle n'atteint que 1% en Algérie de parts de marché en volume et 3% en valeur.

SAFEX

La Foire «Ramadhan au Palais» s'ouvre aujourd'hui

La Société algérienne des foires et des expositions-SAFEX- annonce l'organisation de la foire commerciale «Ramadhan au Palais» durant tout le mois sacré. Celle ouvrira ses portes aujourd'hui lundi et se poursuivra jusqu'au 5 avril prochain à la galerie Ahagar et ce, en collaboration avec la chambre de commerce et d'industrie Mezghana

et la direction commerciale de promotion des exportations de la wilaya d'Alger. Pour la première fois, l'entreprise Souk el fellah el djadid sera de la partie avec de nombreux exposants représentant divers secteurs et filières. L'événement verra la participation de plus de 90 d'entre eux sur une surface d'exposition d'environ 1.000 mètres carrés. La galerie

sera un espace de présentation et de vente de produits très demandés pendant le mois de Ramadhan, notamment les produits alimentaires (viandes, légumes, fruits...), électroménager, vêtements et textile, ustensiles et fournitures, produits traditionnels et artisanaux, matériaux d'emballage et matériel de nettoyage. Il faut rappeler que la mani-

festation commerciale a connu une véritable dynamique en termes de participation, depuis son instauration en 2021. Elle avait suscité l'intérêt des entreprises nationales qui s'engagent, chaque année, à y exposer les meilleurs produits et à des prix plus ou moins abordables compte tenu de la particularité du mois sacré. Agence

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Offres promotionnelles et caravane de solidarité durant le mois de Ramadhan

Algérie Télécom a dévoilé, dimanche, ses offres promotionnelles "spécial Ramadhan", ainsi qu'une caravane de solidarité "Idoom El Kheir" au profit de familles nécessiteuses à travers plusieurs wilayas du pays. Il s'agit d'offres commerciales "promotionnelles et étudiées" consistant à faire profiter les usagers d'un nombre de jours de connexion gratuits et ce, pour chaque augmentation de débit, a expliqué le directeur marketing et innovation d'Algérie Télécom, Redha Guessas, lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'entreprise. Ainsi, pour chaque augmentation du débit durant la 1ère semaine du Ramadhan, le client bénéficiera de la gratuité de la connexion

durant tout ce mois, de 23 jours de gratuité s'il le fait durant la 2ème semaine, de 16 jours de gratuité si l'augmentation est effectuée la 3ème semaine et, enfin, de 10 jours de gratuité si elle intervient la dernière semaine. Cette offre, a-t-il précisé, est destinée aux clients particuliers d'IDOOM ADSL, VDSL et Fibre, faisant savoir qu'une seconde offre "spécial Ramadhan" consiste à bénéficier d'une capacité de connexion de 1000 giga-octets (Go) en rechargeant 1500 DA, sachant que le volume sera cumulé en cas d'autres rechargements effectués durant la validité de la promotion. De spots publicitaires annonçant ces offres ont été présentés exclusivement durant cette conférence média-

tique et seront diffusés pour le large public via les médias audio-visuels nationaux durant le mois sacré. Algérie Télécom lancera également, à travers son centre des œuvres sociales, une caravane de solidarité, "Idoom El Kheir" qui sillonnera des wilayas du pays pour soutenir les familles nécessiteuses en denrées alimentaires, ainsi que les restaurants "Errahma". Par cette action caritative, Algérie Télécom entend "affirmer son engagement citoyen", souligne son chef de la division commerciale et marketing, Amir Benidir, faisant savoir que cette caravane sera conduite par des employés volontaires de l'entreprise.

RAMADHAN 2024 Une réunion de coordination pour évaluer la situation du marché

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a présidé, dimanche, une réunion de coordination pour évaluer la situation du marché avant le début du Ramadhan, indique un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, tenue au siège du ministère, M. Zitouni a chargé les cadres centraux de veiller sur le terrain à évaluer la mise en œuvre de toutes les mesures prises pour encadrer le marché national. Le ministre a également donné des instructions pour le suivi de la distribution et de l'approvisionnement du marché en viandes rouges, en sus du suivi et de l'évaluation des opérations de déchargement des stocks pour mieux répondre aux besoins du marché, conclut le communiqué.

INITIATIVE DE RÉDUCTION DES PRIX Adhésion de 8422 opérateurs économiques

L'initiative lancée par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, en coordination avec le Conseil du renouveau économique algérien (Crea) suscite l'adhésion d'un nombre croissant d'opérateurs économiques. Selon Abderraouf Bouhbila, membre du CREA, ils sont 8422 opérateurs économiques à adhérer à cette initiative «Économiquement patriotes...unis socialement» visant à réduire les prix des produits de large consommation,, incluant des produits agroalimentaires ainsi que des articles ménagers et électroménagers durant tout le mois de Ramadan à travers 477 marchés de proximité. Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, Abderraouf Bouhbila a rappelé que cette initiative concrétise l'engagement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à préserver le pouvoir d'achat des citoyens et à assurer la disponibilité des produits de large consommation à travers les 58 wilayas. Une initiative accueillie favorablement par les opérateurs économiques, indique le chef du bureau régional du Conseil à Boumerdès, révélant l'adhésion, dans les prochains jours, d'autres opérateurs économiques. Selon le locuteur, les produits les plus importants qui seront vendus dans les points de vente sont les produits alimentaires tels que le lait et ses dérivés, les huiles et la semoule, ainsi que les légumes et les fruits, en plus des appareils électroménagers avec la contribution de plusieurs entreprises et à des prix abordables. Et de d'affirmer que les réductions vont de 5 à 40% de la marge bénéficiaire. Dans un autre contexte, Abderraouf Bouhbila a mis en exergue les actions de bénévolat et de solidarité du CREA en faveur des familles nécessiteuses et des personnes à faible revenu

8^e ÉDITION DE "HUAWEI ICT COMPÉTITION"

Les équipes algériennes qualifiées aux finales

Neuf étudiants algériens sur douze, fiers d'avoir remporté une série d'épreuves, trois équipes sur quatre s'envoleront pour la Chine afin de concourir parmi les étudiants du monde entier et représenteront l'emblème national lors de l'ICT Compétition sous l'égide de Huawei, annonce, hier, Huawei Algérie dans un communiqué.

Par S.R.

Les étudiants algériens ont remporté à Tunis le concours régional du Huawei ICT Compétition 2023-2024 en "Computing et Network" avec le grand prix, et ont également remporté le premier prix dans la catégorie "Cloud".

Ces résultats leur permettant de se frayer un chemin vers les finales du tournoi prévues bientôt à Shenzhen. Cette compétition, regroupant plusieurs nationalités, se veut être l'événement académique phare à l'échelle mondiale dans le domaine des TIC. Une cérémonie a été organisée le 8 mars à cet effet pour annoncer les résultats des nominés pour l'ICT Compétition. Au total, 120 étudiants universitaires issus de 9 pays africains ont pris part à cette course scientifique où 12 finalistes nationaux répartis en 4 groupes représentant l'Algérie.

Huawei Algérie est fière d'avoir accompagné les compétiteurs Algériens de l'ESI SBA, l'université de Bejaia, l'ENSTTIC, l'USTHB, l'ESI d'Alger, l'univer-



sité de Batna II, l'USTOMB et tient à remercier tous les instituts pour la formation des futurs cadres dans le secteur

technologique.

Au cours de cet événement, 1700 étudiantes et étudiants issus de 25 établis-

sements universitaires et instituts du domaine de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, ainsi que de la Poste et des télécommunications, ont pris part.

À titre de rappel, l'année dernière en Chine, les équipes algériennes ont décroché le premier prix mondial dans les catégories CLOUD et NETWORK, ainsi que le deuxième prix dans la catégorie COMPUTING lors de la compétition internationale Huawei ICT.

Huawei a souligné sa collaboration avec plus de 900 universités dans le monde grâce à son programme "Huawei ICT Académie", bénéficiant ainsi à plus de 45 000 étudiants chaque année. En Algérie, Huawei a conclu un partenariat avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique ainsi qu'avec plusieurs universités et institutions du secteur de l'Enseignement supérieur.

En novembre dernier, Huawei Algérie a renouvelé son memorandum d'entente avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, et a établi des partenariats avec 42 universités algériennes dotées de facultés en technologies de l'information et de la communication (TIC).

L'entreprise vise à étendre cette coopération en incluant notamment les universités du sud afin de proposer des programmes visant à soutenir les jeunes talents dotés d'idées novatrices et créatives dans les domaines des technologies ainsi que du numérique, des secteurs cruciaux pour la transition numérique du pays et le renforcement de son industrie technologique.

ENERGIE

Arkab reçoit une délégation de la société Huawei

Le ministre de l'Energie, M. Mohamed Arkab, a reçu ce dimanche à Alger une importante délégation de la firme chinoise Huawei présidée par son vice-président exécutif, M. Charles Young. Selon un communiqué du ministère, les deux parties ont évoqué au cours de cette ren-

contre l'état des relations de coopération entre Huawei et les entreprises énergétiques algériennes : « Les deux parties ont également évoqué les opportunités pour le renforcement de cette coopération, notamment dans le domaine des énergies renouvelables, le développement de l'énergie so-

laire photovoltaïque et l'hydrogène » expliqué la même source.

Au cours de cette rencontre importante, la délégation du géant chinois a présenté un exposé concernant les activités de l'entreprise pour l'introduction des nouvelles technologies, notamment l'intelli-

gence artificielle, dans le domaine de l'énergie solaire : « La discussion s'est étendue à l'efficacité accrue de leur utilisation notamment pour les systèmes de stockage d'énergie, le transport de l'électricité et son intégration intelligente dans le réseau électrique national » ajoute le communiqué.

INNOVATION

LG lance l'enceinte Stanbyme sur le marché mondial

Intégration transparente avec l'interface utilisateur et le système audio des écrans LG StanbyME pour améliorer le divertissement à domicile ou fonctionner efficacement en tant que haut-parleur portable.

Séoul, le 10 Mars 2024 - LG Electronics (LG) annonce le lancement mondial du LG StanbyME Speaker (modèle XT7S), le dernier haut-parleur portable de la société qui fonctionne en harmonie avec un écran LG StanbyME lifestyle ou comme un haut-parleur autonome qui peut être emporté n'importe où. Conçue pour enrichir les divertissements en intérieur et en extérieur, la qualité audio convaincante et la polyvalence remarquable de l'enceinte LG StanbyME répondent aux divers styles de vie et aux préférences des utilisateurs d'aujourd'hui. Idéale pour les personnes soucieuses du design qui apprécient le

contenu et la musique en streaming à la maison ou en déplacement, cette enceinte a fait son apparition sur le marché en Corée et aux États-Unis et sera disponible dans d'autres régions par la suite.

Développée pour offrir une expérience de divertissement complète lorsqu'elle est associée à un écran StanbyME, cette enceinte est dotée d'un système d'appairage et de contrôle transparent et intuitif via la télécommande fournie avec l'écran StanbyME. Cela permet aux utilisateurs d'allumer et d'éteindre leur enceinte et leur écran d'une simple pression, tout en les connectant de manière transparente via Bluetooth. LG StanbyME dispose également d'un widget dédié avec un centre de contrôle pratique et une vue d'ensemble de l'état de l'enceinte. Afin d'accroître encore le plaisir audiovisuel

grâce à la qualité audio, la fonction WOW Orchestra du haut-parleur LG StanbyME l'associe au système audio intégré de l'écran StanbyME, créant ainsi une configuration audio unifiée et offrant une expérience sonore exceptionnelle. De plus, le processeur IA α(Alpha)7 Gen 6 de LG StanbyME optimise le son en fonction du type de contenu, tandis que les deux tweeters de 20 mm de l'enceinte StanbyME offrent un son stéréo clair et très détaillé. Le double radiateur passif de ce haut-parleur crée également des basses plus profondes et plus convaincantes. Offrant une polyvalence à multiples facettes, le tout nouveau haut-parleur StanbyME peut compléter de manière transparente l'écran StanbyME ou être utilisé comme haut-parleur autonome n'importe où, offrant aux utilisateurs un niveau de flexibilité remarquable qui répond à

tous leurs besoins en matière de divertissement sonore. Grâce à un support dédié, le haut-parleur se fixe sans effort au LG StanbyME, ce qui permet aux utilisateurs de le placer dans la position idéale pour obtenir un meilleur son. De plus, avec un indice de protection IPX5 et jusqu'à 16 heures d'autonomie, ce haut-parleur portable garantit une performance audio constante où que l'on aille. Avec son corps compact et léger (78 mm de haut, 326 mm de large, 87 mm d'épaisseur, 0,9 kg), le haut-parleur LG StanbyME peut être transporté d'un endroit à l'autre avec facilité, tandis que sa fonction "edge lighting" offre des effets d'éclairage agréables à l'œil qui ajoutent un élément subtil mais visuellement captivant pour améliorer l'humeur et l'atmosphère de n'importe quel environnement ou occasion.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DANS LE SECTEUR BANCAIRES ET ASSURANCES

Un outil décisionnel efficace et prédictif

Des experts nationaux et internationaux ont affirmé, samedi à Alger, que l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) jouera un rôle positif dans la modernisation du secteur financier en Algérie, à travers l'amélioration de la gestion des risques mais aussi des services aux clients des banques et des compagnies d'assurances.

Par R E/Agence

Le directeur général de Macir Vie, Hakim Soufi, a indiqué, lors d'une journée d'étude sous le thème : "L'Intelligence Artificielle: un Catalyseur de modernisation du secteur financier algérien", organisée par l'Association des diplômés de l'Institut de financement du développement du Maghreb arabe (IFIDAS), que «l'IA permet d'aller beaucoup plus vite et de générer du prédictif», ce qui permettra de réduire les risques, soulignant que cette technologie ajoutera 16.000 milliards de dollars à l'économie mondiale d'ici 2030. Abondant dans ce sens, le directeur général d'Algeria FinLab, Abdelkader Khennoussi, a avancé que l'IA permettra, en parallèle de la génération de ce montant, "une réduction de 30% des risques opérationnels et 30% du coût du risque, ce qui rapportera des revenus supplémentaires aux institutions financières". Pour sa part, l'expert international et chef de projets en implémentation de systèmes d'information en banques et assu-

rances, Abderazak Haddad, a affirmé que l'IA a apporté «énormément de progrès pour améliorer les résultats en gestion des projets», ajoutant que «l'Algérie possède les compétences et pourra bénéficier des expériences des autres pays et gagner des étapes pour accéder aux avantages de l'IA dans le domaine financier». De son côté, l'experte en transformation digitale, Latifa Barbara, a expliqué que l'IA permet «d'améliorer la décision » à travers l'analyse des données, que l'humain n'est pas en mesure de traiter aussi rapidement au vu de leurs quantités importantes. Intervenant au cours de cette journée, l'expert juridique international, Moundji Maoui, a rassuré que l'IA n'était pas en mesure d'accéder à des données auxquelles elle n'a pas été autorisée, estimant que «ce n'est qu'un instrument qui peut être contrôlé». Le président d'honneur de l'IFIDAS et président de l'Union algérienne des assurances et réassurances (UAR), Youcef Benmicia, a énuméré, pour sa part, les bénéfices qu'apportera l'IA au domaine des assurances ci-

tant, notamment, une meilleure connaissance de la clientèle, une meilleure présentation des produits, prestations et services pouvant être offert à un plus grand nombre de clients, tout en permettant de mieux anticiper et évaluer les risques. Concernant, l'apport de l'IA dans la modernisation du secteur bancaire, M. Mustapha Zerouali, expert formateur en banques, a assuré que l'IA allait apporter énormément de choses pour la résolution de toutes les problématiques dont souffre le secteur bancaire en Algérie. Cet événement qui a réuni, également, les acteurs de l'écosystème financier algérien «a permis de relever les opportunités offertes par l'IA dans les domaines de la gestion des risques, l'analyse prédictive, la sécurité financière et la personnalisation des services», a résumé le président de l'IFIDAS, Ahmed Haftari, qui a souligné que son association espère, à travers l'organisation de telles rencontres, être «une force de proposition qui collabore à façonner l'avenir financier du pays».

SUCCESS STORY :

Manel Hanifi : la GED conjuguée au féminin

Souvent les œuvres font l'ombre à leurs auteurs, les films à leurs metteurs en scène, et les personnages éclipsent leurs interprètes. Mais il y a toujours des exceptions. PROGED, la Rencontre Professionnelle de la Gestion Electronique des Documents et la Digitalisation, marque de fabrique de PROARCHIVE Solutions, est restée indissociable de sa créatrice: Manel Hanifi.

Qui est Manel Hanifi ?

Diplômée de l'Université de Guelma, promotion 2008, Manel Hanifi est ingénieur en systèmes informatiques option intelligence artificielle. Elle a pu se contenter d'un poste d'enseignante dans un établissement universitaire, mais, ambitieuse, elle a bravé les aléas de l'aventure entrepreneuriale, après quelques expériences au sein de multinationales et entreprises nationales privées économiques, et mis sur les rails son projet personnel. Le premier poste occupé : un agent de numérisation des archives dans le cadre de la dématérialisation des archives de l'office nationale des publications scolaires (ONPS), en 2010. Concrétisation faite, en 2018, par la fondation de PROARCHIVE Solutions, en compagnie de Mahdi Rouabhia, actuellement gérant de la société, et Samir Hanifi, Directeur de la stratégie et du développement. Siège social : Hassi Messaoud, Ouargla, au Sud de l'Algérie, à proximité de Sontrach, son premier client, et ses filiales, groupements et associations. Créer une entreprise est un rituel assez classique, l'important est davantage dans la distinction et, conséquemment, le maintien du cap d'une manière durable, et ce, tout en réalisant une croissance en crescendo. C'est ce qu'a fait Manel Hanifi en optant pour la Gestion Electronique des Documents (GED), la dématérialisation, l'archivage électronique et le traitement physique des documents comme raisons d'être de PROARCHIVE Solutions. Ce sont des thématiques considérées, à leur époque, comme des "anomalies dans le volet digital en Algérie". Pour s'y faire, Manel Hanifi ne se suffit pas de soumissionner à des marchés, proposer ses services, solutions et ses mesures d'accompagnement et faire des prospects auprès des clients. Manel Hanifi, s'appuie sur le volet for-



matif, en collaboration avec beaucoup d'experts algériens, en assurant également le net-working entre eux pour créer de la valeur ajoutée. La formation prônée par PROARCHIVE Solutions n'est pas que la somme d'enseignements classiques, théoriques, mais surtout l'addition de séances didactiques, axées sur des expériences de terrain, mettant en valeur aussi bien les enjeux de la GED que ses contraintes, ou ce que Manel Hanifi appelle «ce qu'il ne faut pas faire en GED. » Mieux, PROARCHIVE Solutions forme et permet aux clients d'avoir les outils nécessaires qui leur offrent la possibilité de gérer ensuite leur propre projet, indépendamment, sans trop attendre l'intervention énergique, à posteriori, de Manel Hanifi et son équipe compétente.

PROGED : fille biologique de PROARCHIVE Solutions

PROARCHIVE Solutions, via Manel Hanifi, a donné naissance à PROGED : la Rencontre Professionnelle de la Gestion Electronique des

Documents et la Digitalisation. Fait exceptionnel, ce ne sera pas Alger, ni Oran, wilayas-hôtes habituelles de l'événementiel qui l'abriteront, mais Hassi Messaoud, la wilaya de l'Oil&Gas, exactement à Eurojapan Résidence, qui sera le « fief digital » de cette rencontre haut en couleurs. La 1re édition, les 2 et 3 mars 2022, la 2e édition, du 24 au 26 septembre, ont un point commun : une participation professionnelle, à majorité des sociétés actives dans le secteur des hydrocarbures. Nouveauté pour cette année : un espace d'exposition.

Manel Hanifi : adepte de l'holocratie

Leader par excellence, Manel Hanifi n'est pour autant adepte des décisions unilatérales. « C'est moi la cheffe, c'est moi qui décide ! », ne figure pas dans son dictionnaire professionnel. Loin de là ! La gestion du budget de PROARCHIVE Solutions, la Stratégie et Développement, le Commercial, l'Avent-Vente sont autant de départements qui sont chefs de leurs décisions, Manel Hanifi n'étant que coordinatrice entre eux ou le cas échéant, arbitre pour lever réserves ou régler différends professionnels. Mieux, Manel Hanifi fait son cheval de bataille : l'apprentissage et l'accompagnement des ressources humaines, vu que le domaine de la dématérialisation reste nouveau en Algérie, ce qui fait que les compétences en la matière ne sont pas disponibles. Algérienne, avant tout, Manel Hanifi, est également la digne représentante de sa ville natale, Souk Ahras, à l'Est de l'Algérie, qui l'a vu naître, grandir et évoluer avant le cycle universitaire, au sein de sa famille : les Saiari. Les parents ont toujours été le soutien de Manel Hanifi, ayant toujours cru en ses capacités d'aller loin, pas seulement géographique, mais surtout en potentiel.

CHALLENGE ANNUEL DE LA FEMME ENTREPRENEURE

Le premier prix remporté par Amina Djabbar

Le premier prix de la 3eme édition du Challenge annuel de la femme entrepreneure (Woman entrepreneur challenge) a été décerné, samedi à Alger, à Mme Amina Djabbar, pour un projet en E-commerce, et ce lors d'une cérémonie, tenue en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Yacine El-Mahdi Oualid. La lauréate du premier prix de ce concours, organisé par l'accélérateur public de start-up "Algeria Venture", à l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme, a été récompensée pour son projet "vandista", une application de vente en seconde main d'articles de mode. Le deuxième prix été décroché par Hanane Yacher pour son projet "hydrogeminiac", un dispositif de production d'hydrogène en mesure d'améliorer la qualité de la production aquacole. Le troisième prix est revenu à Aya Merouani pour son projet "Track the 90" proposant un système intelligent dans le domaine du football pour analyser les performances des joueurs. Le jury a, également, attribué son prix "Coup de cœur" à Bouthaina Kirouni pour son application "Khalili", une application destinée à assister les personnes non voyantes par interaction vocale. Neuf (9) projets versés dans le e-commerce, la santé, la finance, l'agriculture et le juridique notamment ont été sélectionnés pour animer la finale de cette 3eme édition, et ont été évalués par un jury composé de trois références dans l'écosystème entrepreneurial. Les membres du jury ont salué "l'évolution du niveau des projets d'une édition à l'autre, ainsi que le niveau de maîtrise des divers aspects de ces projets". Ils ont également salué l'engagement des pouvoirs publics à accompagner et soutenir l'entrepreneuriat. Lors de son intervention, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Yacine El-Mahdi Ouali a mis en avant l'importance de l'entrepreneuriat féminin, relevant les potentialités des femmes algériennes entrepreneures qui activent dans le domaine des start-up qui oeuvrent à créer des entreprises dans des domaines technologiques et de l'innovation, De de son côté, le directeur général de "Algeria Venture", a souligné que l'organisation de cet évènement ambitionne de mettre en avant les femmes qui participent activement dans le développement de l'économie nationale.

CONSTANTINE
Formation pour les détenteurs de startup

Plus de 140 propriétaires de startups innovantes ont bénéficié d'une formation à l'accès au financement du Fonds algérien des startups, a indiqué Widad Salhi, responsable du technopôle « Constantine Hill », situé à l'université Salah Boubnider (Constantine-3). La tenue de ces formations est de nature à assurer le développement et la pérennité de ces startups, a indiqué la même responsable en marge d'une rencontre régionale des porteurs de projets innovants et diplômés dans le cadre de l'arrêté ministériel n°1275 diplôme-startups et brevet d'innovation, organisée par la commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires en coordination avec le technopôle et les universités-3 et 2. Cette rencontre qui regroupe les diplômés des universités de l'est vise à les former à l'inscription sur la plateforme numérique du Fonds algérien des startups et les modalités d'élaboration de l'étude technico-économique de leurs projets pour accéder au financement du fonds. Cette formation leur facilitera l'inscription et la formulation d'une manière correcte de la demande de financement auprès du fonds ou toute autre institution financière, a ajouté Salhi.

Membre de la commission nationale de coordination et de suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires, la même responsable a mis l'accent sur la détermination de l'Etat à encourager les startups en tant qu'agent important du développement économique et à accompagner les porteurs de projets innovants dans le cadre de la stratégie du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la recherche scientifique visant à faire de l'université une locomotive du développement économique.

ORAN

Forte croissance du commerce et paiement électroniques

Des enseignants et des cadres des secteurs des Finances et des Télécommunications ont souligné, lors d'une journée d'étude tenue à Oran que le commerce et le paiement électroniques en Algérie ont connu une croissance importante, ces dernières années.

Lors de cette rencontre tenue à l'Université d'Oran-2 « Mohamed Benahmed », Dr Amina Ibbou enseignante à la Faculté des sciences économiques et sciences de gestion de l'Université a indiqué que les opérations de vente électronique ont atteint 37,4 millions de dinars, en 2023 menées par environ 500 opérateurs activant dans le domaine du commerce électronique. Dr Ibbou a ajouté que ces chiffres, annoncés par la Banque d'Algérie, affirment le recours croissant des Algériens (personnes physiques et morales) à l'utilisation des outils de retrait et de paiement électroniques dans leurs transactions financières, ce qui a permis une augmentation des cartes bancaires et de la poste, vers la fin de 2023, à 16,5 millions de cartes, dont 40% réellement utilisées par leurs propriétaires. Pour sa part, Nabil Frani, Inspecteur en chef à la Direction du Commerce et de la promotion des exportations, a indiqué que 172 opérateurs dans le domaine du e-commerce ont été immatriculés au registre de commerce pour la seule année 2023 au niveau de la wilaya d'Oran, et ce, sous

le code 6070744, comprenant 88 personnes morales et 84 personnes physiques.

Le Directeur par intérim des postes et télécommunications de la wilaya d'Oran Settaoui Sidi Mohammed a souligné lui que l'Etat a mis en place des mécanismes et applications numériques importants pour la protection des données des utilisateurs de plateformes et outils numériques dans les transactions commerciales électroniques et le paiement électronique, de manière à préserver leurs droits, permettant d'éviter les formes d'escroquerie possibles pour encourager l'usage de ces moyens utiles à toutes les parties et à tous les niveaux.

Des représentants de la Sûreté et de la Gendarmerie nationales ont donné une lecture des dispositifs juridiques mis en place par le législateur algérien pour protéger les utilisateurs des moyens de paiement électroniques et lutter contre la cybercriminalité, ainsi qu'un aperçu des capacités matérielles et humaines développées par la Sûreté et la Gendarmerie nationales pour faire face à toutes formes de

fraude. Le recteur de l'Université d'Oran-2 « Mohamed Benahmed », le Professeur Ahmed Chaâlal, a salué le rôle joué par l'université pour accompagner les évolutions dans le domaine de la numérisation, à commencer par la numérisation des services au profit des professeurs et étudiants et en terminant par le développement du programme d'études avec l'introduction de nouvelles normes liées à la technologie, à la numérisation et aux activités commerciales électroniques.

Il a, d'autre part, souligné la programmation de deux nouveaux modules académiques à la Faculté des Sciences Economiques et Commerciales de l'Université liées au commerce électronique, au cours de la prochaine année universitaire, à savoir un module de marketing numérique pour le cycle Master et celui d'économie numérique pour le cycle Licence.

A signaler que la journée d'études a été organisée par la direction de la Poste et Télécommunications de la wilaya d'Oran, en collaboration avec la direction du Commerce et de la Promotion des exportations, ainsi que l'Université d'Oran-2.

BATNA

Soixante-seize marchés de proximité pendant le ramadhan

Regroupant sept wilayas de l'est du pays, à savoir Batna, Constantine, Oum El Bouaghi, Biskra, Khenchela, Tébessa et Ouled Djellal, la direction régionale du Commerce de Batna a autorisé, pour le mois de Ramadhan 2024, l'ouverture d'un total de 76 marchés de proximité répartis à travers l'ensemble de ladite région commerciale.

La wilaya de Batna aura à sa disposition 21 marchés disséminés à travers plusieurs communes, dont l'espace commercial de la salle des

expositions Assihar, située au chef-lieu de wilaya. Les wilayas de Biskra et Constantine verront, pour leur part, l'ouverture de onze marchés de proximité chacune. Quant aux wilayas de Tébessa, Oum El Bouaghi, Khenchela et Ouled Djellal, elles se partageront le nombre restant. Créés dans le but de répondre à la demande des consommateurs en produits alimentaires à des prix attractifs, ces marchés sont répartis de manière à bénéficier au plus grand nombre de citoyens possibles, y compris ceux

résidant dans les nouveaux quartiers et les îlots urbains situés en périphérie, avons-nous appris de sources officielles. Les familles aux moyens financiers limités pourront ainsi avoir accès à une variété de produits de large consommation à des prix relativement réduits par rapport à ceux pratiqués dans les magasins et les supérettes, la marchandise proposée dans les marchés de proximité étant vendue directement du producteur au consommateur. Il est à noter que la mise en place de ces mécanismes

à caractère socio-économique vise à réduire les risques de pénurie de produits de grande consommation et à éliminer toute forme de fraude ou de spéculation, sources de multiples problèmes. Pour éviter tout incident de ce type, les brigades de contrôle de la qualité et des prix se tiennent prêtes à intervenir pour lutter contre les hausses injustifiées des tarifs, les pratiques illicites, le défaut d'hygiène des locaux et la vente de produits impropres à la consommation et constituant un danger pour la santé publique.

SUITE DE L'AUGMENTATION DU VOLUME STOCKÉ AU BARRAGE DE BOUHAMDANE

Des mesures pour améliorer l'AEP à Guelma

Le volume d'eau emmagasiné dans le barrage de Bouhamdane (Guelma), passé à 67 millions de m3 grâce aux récentes précipitations, a conduit les autorités locales à prendre un certain nombre de mesures pour améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) des citoyens pendant le mois sacré de Ramadhan, a-t-on appris, lors d'une séance de travail tenue au siège de la wilaya.

Selon l'exposé présenté par un représentant de la direction des ressources en eau, lors de cette réunion présidée par le wali, Mme Houria Aggoun, le volume d'eau actuellement disponible dans le bassin du barrage de Bouham-

dane, alimenté par 20 millions de m3 à la faveur des dernières pluies, représente 37 % de la capacité totale de cet ouvrage hydraulique, estimée à 183 millions de m3.

Il est noté dans le même exposé qu'au regard de ces « indicateurs positifs » en matière d'amélioration du volume d'eau stocké dans ce barrage, le plus important à l'échelle locale, la wilaya est en mesure d'augmenter la part journalière d'eau potable à partir de cet ouvrage de 55.000 m3/jour à 65.000 m3/jour, ce qui aura une incidence directe sur l'amélioration de l'approvisionnement en eau, tant en termes de volume horaire que de

nombre de jours d'approvisionnement au profit des citoyens de 7 communes, à savoir Guelma, Hammam Debagh, Houari Boumediene, Medjez Amar, Roknia, Ben Djerrah et Bouati-Mahmoud.

La responsable de l'exécutif local a évoqué, pour sa part, les « résultats positifs » des projets réalisés au cours des derniers mois par le secteur des ressources en eau, tels que la mise en service d'un puits artésien dans la zone Eucalyptus, avec un débit de 15 l/s destiné à l'amélioration de l'AEP des habitants du couloir de Bouche-gouf, l'aménagement de l'ancienne station de pompage d'Oued Maïz, à

Guelma, où deux nouvelles pompes ont été mises en service pour alimenter les habitants des communes de Guelma et de Ben Djerrah, en plus de la mise en place de 18 camions-citernes d'une capacité de 6.000 m3, chacun, pour les mechtas et localités reculées ou isolées.

Selon les explications fournies lors de cette séance de travail, au sujet de la distribution d'eau potable aux citoyens des 34 communes de la wilaya durant le mois de Ramadhan, le programme arrêté porte sur une alimentation quotidienne dans certaines communes, et alternée (un jour sur deux ou un jour sur trois) dans d'autres.

L'IMPACT DES ACCORDS COMMERCIAUX SUR L'AGRICULTURE

Entre illusions et désillusions

Il y a de profondes différences entre les filières, qu'il s'agisse de la viande bovine ou du vin: la première perd, la deuxième gagne. Pourquoi ne pas porter attention aux perdants?



Par Nicolas-Jean Brehon

Le commerce international est l'une des cibles des agriculteurs en colère. Les accords commerciaux accélèrent la ruine de l'agriculture. L'argument a souvent été entendu sur les barrages. «Stop aux importations», aurait même écrit le commissaire européen à l'Agriculture, avant de préciser qu'il n'avait fait que reprendre les arguments des agriculteurs mais que ce n'était pas sa position personnelle. Et encore moins celle de la Commission européenne, qui est indiscutablement et restera irrémédiablement favorable aux accords qui favorisent le libre-échange, quoi qu'il en coûte. La négociation menée par la Commission est longue –cinq, dix, et même vingt ans dans le cas du Mercosur– et difficile; moins par la recherche d'un accord avantageux pour les deux parties qu'en raison des divergences entre les États membres. Chacun a des intérêts offensifs et des intérêts défensifs. Les pays traditionnellement exportateurs sont évidemment intéressés par l'ouverture des marchés. Quelques grandes entreprises de services se positionnent sur l'accès aux marchés publics (assainissement, traitement des déchets, transports...). D'autres États, la France et l'Italie par exemple, font de la défense des appellations d'origine protégée (AOP), mises à mal par les pratiques à l'étranger, un point important de la négociation. En d'autres termes, Mercedes contre Saint-Nectaire... Dans tous les cas, l'agriculture est toujours un point sensible de la négociation. De part et d'autre. Beaucoup de productions sont encore protégées par des droits de douane suffisamment élevés pour freiner les importations. Quelques négociations achoppent sur ce point. L'Australie a mis fin aux pourparlers avec l'Union

européenne (UE) pour ce motif. Elle demandait les mêmes contingents (quotas d'exportations sans droit de douane) sur les échanges de viande bovine que ceux obtenus par le Canada quelques années plus tôt (accord CETA de 2017) et refusait de changer son Prosecco et sa Feta, produits localement, sous prétexte que ce sont des AOP en Italie. «L'élevage est le point le plus sensible des négociations commerciales pas seulement pour l'UE mais aussi pour ses partenaires», peut-on lire dans l'étude «Cumulative economic impact of upcoming trade agreements on EU agriculture» parue en février 2024. Sur une échelle de sensibilité, l'élevage est à 9/10. Les droits sont élevés, supérieurs à 50%, et la filière se sent menacée par les importations de concurrents performants –une performance liée aux conditions d'élevage et d'abattage.

Que pèsent le Comté et les limousines face à BMW et au lithium?

La différence de compétitivité avec le Canada est de l'ordre de 10% mais peut atteindre 100% avec le Brésil. L'Allemagne est le premier importateur européen de viande bovine. Le Brésil en est le premier exportateur mondial. Ils ont l'un et l'autre des raisons de s'entendre. Force est de reconnaître que le consommateur allemand n'a guère de raison de privilégier la viande d'origine française alors qu'elle pourrait arriver moins chère du Brésil. L'arbitrage n'est plus seulement entre Mercedes et Saint-Nectaire, mais entre la charolaise de Saône-et-Loire et l'angus de Bahia... En outre, les partenaires de l'UE ont aussi des atouts qui intéressent l'Europe. Comme le rappellent les députés, le Mercosur, c'est aussi le cobalt, le lithium, le nickel. Et si l'Europe rechigne trop, la Chine prendra le relais. L'agriculture est certes un point sensible mais n'est qu'un

élément du grand puzzle des négociations commerciales. Que pèsent le Comté et les limousines face à BMW et au lithium? C'est rude mais c'est ainsi. Quoi qu'il en coûte.

Quels résultats, quelles perspectives?

Les quatre ans d'application de l'accord CETA comme les dernières évaluations de la Commission sur l'effet des accords commerciaux sur l'agriculture, publiées en février, donnent une idée assez précise. Les accords commerciaux ont globalement un effet positif sur les échanges agroalimentaires, que ce soit au niveau de l'UE ou au niveau national. 92% des droits de douane ont été supprimés dans le secteur. Au niveau européen, l'UE est premier exportateur mondial de produits agroalimentaires avec une balance commerciale positive de 58 milliards d'euros. En quatre ans (2019-2022), les échanges avec le Canada ont progressé de 45% en importations et 33% en exportations. Il y a bien un effet CETA. Mais sans raz-de-marée sur les produits carnés. Les importations de viande bovine sont restées très faibles, à 0,6% du marché européen. La perspective globale des dix accords en cours est aussi positive: «La valeur des exportations agroalimentaires de l'UE serait entre 3,1 et 4,4 milliards d'euros plus élevée en 2032 qu'en l'absence de ces accords et la valeur des importations serait entre 3,1 et 4,1 milliards d'euros plus élevée.» Mais ces données doivent être affinées, car les résultats diffèrent selon les filières. Si la filière bovine est sous pression, la filière porcine, largement dominée par l'Espagne et l'Allemagne, a profité de l'ouverture du marché canadien. Les prévisions globales confirment cette distribution: les importations de viande bovine devraient augmenter de 50% d'ici à 2032 (+ 550 millions d'euros), surtout en pro-

venance du Mercosur, comme la volaille (+ 440 millions); tandis que d'autres secteurs augmenteraient leurs exportations: viande porcine (+ 430 millions), produits laitiers (+ 750 millions). Même contraste pour la France. Quels sont les résultats du CETA? + 50% pour les importations (de 272 à 408 millions d'euros en moyenne annuelle sur cinq ans avant et après CETA). Les importations progressent notamment sur le sucre et les condiments mais absolument pas sur la viande bovine, dont les importations restent insignifiantes et même régressent. Et + 33% pour les exportations (de 643 à 855 millions d'euros en moyenne annuelle, avant et après CETA). Les exportations sont donc globalement tirées par l'accord. Globalement. Tout le problème est dans ce «globalement». Car les résultats sont très variables selon les filières. Les secteurs exportateurs sont le vin (plus de la moitié des échanges) et le fromage. Un couple gagnant. Très gagnant, même: + 100 millions à eux deux. Et dans une moindre mesure, la pâtisserie et la confiserie. L'accord bénéficie aux négociants en Bordeaux, à Lactalis et aux calissons d'Aix... Les manifestations paysannes sont une occasion de donner un peu d'humanité à des politiques qui en manquent tant. Il y a de profondes différences entre filières. Avec quelques perdants, mais aussi des gagnants. Dès lors, pourquoi ne pas porter un peu d'attention aux premiers, sans l'indifférence si souvent ressentie chez ceux qui préparent ces accords? Lorsqu'elle présentait le fonds d'ajustement à la mondialisation destiné à aider à la reconversion des salariés licenciés, la Commission évoquait «les effets néfastes de la mondialisation sur le contexte économique». 500, 1.000 salariés licenciés ramenés à des «éléments de contexte». Quelle maladresse! La PAC n'est pas directement en cause. Même si sur les 53,7 milliards de la PAC en 2024, il paraît incompréhensible de ne pas pouvoir dégager une dotation pour aider la filière à mieux s'organiser: organiser des filières courtes de proximité, associant restaurants et éleveurs, par exemple. Réunir Marx (Thierry, le président de l'Union des métiers des industries de l'hôtellerie) et Rousseau (Arnaud, le président de la FNSEA), en quelque sorte. Les manifestations paysannes sont une occasion de donner un peu d'humanité à des politiques qui en manquent tant. Et une occasion de montrer une solidarité. Lorsqu'en 1999, le Roquefort fut frappé d'une taxe de 100% à l'entrée des États-Unis, victime collatérale du contentieux –perdu par l'Europe– sur le bœuf aux hormones, l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers avait aidé les producteurs: le lait de vache au secours du lait de brebis, les vaches laitières en appui des vaches allaitantes... Pourquoi ne pas y réfléchir, monsieur Besnier (président de Lactalis)?

Source : Slate.fr

DE PLUS EN PLUS
TOURNÉS VERS LA
TUNISIE

Les Saoudiens misent
sur une orientation
«hautement
stratégique»

Dans la mêlée des visites successives de délégations saoudiennes politiques et économiques en Tunisie, la presse du Royaume n'a cessé de s'interroger ces derniers temps sur les raisons d'un tel choix. Rappelant que les investissements saoudiens en Tunisie se concentreront sur cinq secteurs, à savoir l'automobile, les énergies renouvelables, les produits pharmaceutiques, les soins de santé et la sécurité alimentaire, de nombreux médias saoudiens ont fait savoir que l'investissement d'une enveloppe d'un milliard de dollars dans le tissu économique tunisien ne se lit point comme un cadeau. Selon eux, il est plutôt question d'une orientation stratégique. D'autant que la récente visite d'une délégation saoudienne de plus de 100 hommes d'affaires et investisseurs accompagnant le ministre de l'Industrie et des Ressources minérales, Bandar Ibrahim Alkhorayef, s'est soldée de propositions concrètes et de synergies évidentes. Les deux pays ont par conséquent élaboré de grands projets communs. Parmi les hommes d'affaires les plus en vue de ladite délégation figuraient le directeur général de la Saudi Exim Bank, Saad Alkhalb, le président de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie saoudiennes, Hassan Al-Huwaizi, et le président du Conseil d'affaires tuniso-saoudien, Omar Al-Ajaji. La visite du ministre saoudien et des délégués qui l'accompagnaient en Tunisie a été couronnée par la signature de sept protocoles d'accord portant sur le tourisme, l'environnement, la recherche agricole, la météorologie, le climat, l'eau et le travail. Commentant cette actualité, la presse saoudienne a salué ce rapprochement qui augure selon elle d'un bon rapprochement tuniso-saoudien, là où le Royaume s'apprête à entamer de grands projets pour l'avenir. Dans la même optique, responsables et médias saoudiens ont souligné les opportunités d'investissement saoudien offertes à la Tunisie dans le cadre de la Vision 2030 du Royaume. Animé par sa volonté de coopérer avec un partenaire actif, le Royaume semble déterminé à booster le commerce bilatéral avec la Tunisie, conformément au plan de développement de Riyad. Il s'agit pour le Royaume de nouer des alliances régionales et internationales dans le cadre de la diversification de son économie et de ses partenariats géostratégiques.

ARAMCO

Chute de 24,7% de ses bénéfices en 2023

Le géant pétrolier saoudien Aramco a annoncé dimanche une chute de 24,7% de ses bénéfices en 2023, une contraction qui s'explique par la baisse des prix du brut et des coupes de production.

Fleuron de l'économie saoudienne, Aramco a indiqué dans un communiqué que ses bénéfices avaient atteint 454,7 milliards de riyals saoudiens (environ 121,25 milliards de dollars) en 2023, contre un record de 604,01 milliards de riyals (161,07 milliards de dollars) l'année précédente. "La diminution reflète principalement l'impact de la baisse des prix du pétrole brut et de l'affaiblissement des marges de raffinage et de produits chimiques", a indiqué dans un communiqué Aramco, détenu à 90% par l'Etat saoudien. Aramco, comme d'autres mastodontes du secteur, avait dégagé des bénéfices record l'année dernière avec l'envolée des prix de l'or noir qui avaient atteint 130 dollars le baril, en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 mais aussi de la reprise économique post-Covid. L'année dernière, les prix du pétrole sont néanmoins retombés à 85 dollars le baril, plombés notamment par le risque de récession à travers le monde qui pèse sur les perspectives de la demande. Aramco a toutefois enregistré en 2023 ses "deuxièmes plus hauts bénéfices historiques", s'est félicité le PDG d'Aramco,

Amin Nasser, offrant à ses actionnaires une hausse de 30% des dividendes par rapport à l'année précédente.

"Résilience"

"Notre résilience et notre adaptabilité ont contribué à des flux de liquidités sains et un haut niveau de profitabilité, malgré un contexte de difficultés économiques", a ajouté M. Nasser. Les prix du brut pourraient augmenter à environ 88 dollars le baril et atteindre 90 dollars à la fin 2024, notamment en raison des incertitudes mondiales concernant la guerre en cours entre Israël et le Hamas palestinien dans la bande de Gaza, avait estimé la société Jadwa Investment, basée à Ryad, dans un rapport publié en octobre. L'annonce de la baisse des bénéfices d'Aramco survient après celle, faite jeudi, du transfert d'une nouvelle tranche d'actions du géant pétrolier au fonds d'investissement public (PIF), au centre d'un vaste programme de réformes de Ryad. Le prince héritier et dirigeant de facto du royaume, Mohammed ben Salmane, "a annoncé l'achèvement du transfert de 8%

du total des actions émises par Aramco (...) à des sociétés appartenant à 100% à PIF", avait indiqué l'agence de presse officielle SPA, en précisant que la part de l'Etat s'élèverait à 82,186%, contre 16% pour le fonds souverain. Plus grand exportateur de brut au monde, l'Arabie saoudite mise sur les recettes d'Aramco pour financer un ambitieux programme de réformes "Vision 2030", qui vise à transformer le royaume ultra-conservateur en un centre d'affaires, de tourisme et de sport, tout en jetant les bases d'un avenir post-pétrolier. Fin janvier, Ryad avait demandé à Aramco de maintenir sa capacité de production de pétrole à 12 millions de barils par jour, renonçant à un projet d'augmentation annoncé en 2021, pour soutenir les cours. La riche monarchie du Golfe s'était également engagée à réduire à zéro ses émissions de carbone d'ici à 2060, suscitant toutefois le scepticisme des défenseurs de l'environnement. Pour sa part, Aramco s'est engagée à atteindre des émissions de carbone "nettes opérationnelles" d'ici 2050.

AVEC UNE CROISSANCE DU PIB DE 3,3 %

Dubaï poursuit son essor économique

Dubaï a enregistré une augmentation de 3,3 % de son produit intérieur brut (PIB) réel au cours des neuf premiers mois de 2023, démontrant une fois de plus sa force économique, sa résilience et son solide potentiel de croissance. Cette réalisation reflète les stratégies de développement durable de la ville et son dynamisme continu en tant que puissance économique mondiale de premier plan.

Des pôles touristiques animés aux réseaux de communication basés sur la technologie, le paysage économique de Dubaï illustre la profondeur et la na-

ture étendue de sa diversification. Les activités d'hébergement et de restauration ont connu une croissance remarquable de 11,1 %, renforçant ainsi la position de Dubaï en tant que leader mondial du tourisme. Les services de transport et de stockage ont suivi, avec une hausse de 10,9 %, soulignant le rôle de l'émirat en tant que plaque tournante logistique internationale de premier plan. Le secteur de l'information et des communications, avec une augmentation de 4,4 %, confirme l'engagement de Dubaï à adopter les technologies de pointe et à favoriser une économie du savoir florissante.

Cette croissance multiforme dans divers secteurs fournit une preuve supplémentaire de la stabilité et de l'adaptabilité économiques de Dubaï. Réfléchissant aux données économiques récemment publiées par l'émirat, le prince héritier de Dubaï et président du Conseil exécutif de Dubaï, S.A. Cheikh Hamdan bin Mohammed bin Rached Al Maktoum, a salué l'attractivité économique continue de Dubaï. « La croissance économique soutenue de Dubaï témoigne de la vision et des directives stratégiques du vice-président, premier ministre et dirigeant de Dubaï, Son Altesse Sheikh Mo-

ammed bin Rached Al Maktoum », a déclaré Cheikh Hamdan bin Mohammed en notant que « Ce succès est le résultat d'une collaboration harmonieuse entre tous les acteurs économiques de Dubaï, y compris ses secteurs public et privé. Il est, également, le reflet du climat économique favorable de Dubaï, de sa solide infrastructure de classe mondiale, de ses réglementations favorables aux entreprises et de son profond réservoir de talents qui, ensemble, attirent constamment un large éventail d'investisseurs et d'entrepreneurs des quatre coins du monde ».

EN HAUSSE DE 25 % EN 2023

Telecom Egypt affiche un résultat net de 226,6 millions \$

Telecom Egypt est l'opérateur historique des télécommunications en Egypte où il est en concurrence avec Vodafone, Orange et Etisalat. Au cours de l'année financière 2022, la société avait généré un chiffre d'affaires de 44,3 milliards EGP et un bénéfice net de 9,2 milliards EGP. Telecom Egypt a généré un bénéfice net de 11,5 milliards de livres égyptiennes (226,6 millions \$) pour l'année financière 2023, selon le dernier rapport annuel de l'opérateur historique. Il s'agit d'une hausse de 25 % par rapport

à l'année financière 2022 où la société avait enregistré un bénéfice net de 9,2 milliards de livres égyptiennes. Au cours de l'exercice 2023, le chiffre d'affaires consolidé de Telecom Egypt a augmenté de 28 % en glissement annuel pour atteindre 56,7 milliards EGP. Le bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (EBITDA) a également augmenté de 30 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 22,7 milliards EGP avec une marge de 40 %. Telecom Egypt attribue principalement sa performance au seg-

ment des données qui ont connu une croissance de 18 % en glissement annuel. Les projets d'infrastructures, les appels directs internationaux et les services de câbles ont également soutenu la croissance des revenus de l'opérateur historique. Il a d'ailleurs consacré 20,3 milliards EGP aux investissements dans ses services au cours de l'année. Pour l'année 2024, Telecom Egypt entend se concentrer sur l'amélioration des services et des offres de produits existants, ainsi que sur l'ajout de nouveaux produits et services, tels que l'ex-

tension de l'empreinte de câbles sous-marins et les services 5G. La société espère également que l'augmentation du tarif de ses services survenue en janvier dernier soutiendra grandement sa position financière. Je suis convaincu que notre plan d'action permettra de libérer tout le potentiel de Telecom Egypt et de faire en sorte que l'entreprise soit toujours très performante et qu'elle apporte une valeur ajoutée à ses actionnaires », a déclaré Mohamed Nasr, directeur général de Telecom Egypt.

CÔTE D'IVOIRE

ENI annonce une nouvelle découverte de pétrole et de gaz entre 1 et 1,5 milliard de barils

C'est la première annonce majeure depuis celle du projet Baleine. Elle survient dans un contexte de hausse des prix de l'énergie. Aucune estimation pour l'instant sur l'entrée en production.

Le géant pétrolier italien ENI a annoncé une deuxième découverte "significative" de pétrole et de gaz au large des côtes ivoiriennes, dans le cadre de sa campagne d'exploration menée en partenariat avec la société nationale PETROCI. Cette découverte, réalisée par un puits foré à plus de 7 kilomètres de profondeur, contiendrait entre 1 et 1,5 milliard de barils de pétrole selon les estimations initiales. Cette nouvelle découverte fait suite à celle du champ Baleine en septembre 2021, dont les réserves sont évaluées entre 1,5 et 2 milliards de barils de pétrole en place et 1,8 à 2,4 billions de pieds cubes de gaz associé. D'après les dernières informations, le champ Baleine produirait déjà jusqu'à 22 000 barils par jour.



Présent en Côte d'Ivoire depuis les années 1960 à travers sa filiale Agip, ENI détient des participations dans plusieurs blocs offshore prometteurs. Outre Baleine qui s'étend sur deux blocs (CI-101 et CI-802), le groupe italien est partenaire de Petroci sur quatre autres permis en eaux profondes : CI-205, CI-504, CI-401 et CI-801. La mise en production du champ géant Baleine a démarré en août 2023, moins

de deux ans après sa découverte. Pour la phase 1, un FPSO (unité flottante de production, de stockage et de déchargement) assure le traitement de 15 000 barils/jour de pétrole et d'environ 25 millions de pieds cubes/jour de gaz. Les phases 2 et 3 devraient porter la production de Baleine à 50 000 puis 150 000 barils/jour de pétrole et 200 millions de pieds cubes/jour de gaz d'ici 2027. Cela hisse-

rait la Côte d'Ivoire dans le top 10 des producteurs de brut en Afrique. Tout le gaz produit sera acheminé à terre pour alimenter le marché domestique de l'électricité et renforcer le rôle de hub énergétique régional du pays. Cette annonce intervient alors que l'accès à l'énergie devient de plus en plus problématique pour des millions d'Ivoiriens. Les prix de l'essence à la pompe atteignent des niveaux records et le gouvernement a récemment dû expliquer aux entreprises une nouvelle hausse des tarifs de l'électricité, dont 38% provient de centrales thermiques. Le pétrole pourrait aussi offrir des alternatives économiques à la Côte d'Ivoire, dont les revenus extérieurs dépendent encore largement du cacao.

HYDROCARBURES La Turquie et la Somalie paraphent un accord de coopération

En Afrique, la Turquie multiplie les partenaires énergétiques. En janvier, le pays a ainsi indiqué son intention de renforcer sa présence dans le segment amont de l'industrie pétrogazière de la Libye. La Turquie et la Somalie ont officiellement, jeudi 7 mars à Istanbul, un accord portant sur une collaboration en matière d'hydrocarbures. L'entente couvre notamment la recherche et la production de pétrole et de gaz à partir de sites situés à terre et au large de la Somalie. Les zones d'intérêts ciblées par ce deal n'ont pas été précisées. Néanmoins, Alparslan Bayraktar, le ministre turc de l'Énergie, a précisé les ambitions. « Nous souhaitons renforcer la présence de la Turquie dans la Corne de l'Afrique grâce à ces collaborations dans le domaine de l'énergie », a déclaré le responsable dans la foulée de la signature de l'entente à laquelle a participé Abdirizak Omar Mohamed, le ministre somalien du Pétrole et des Ressources minérales. Début 2023 une découverte de brut, dont les volumes et les plans d'exploitation ne sont pas à ce jour connus, a été annoncée au Somaliland, un territoire sécessionniste dont Mogadiscio conteste depuis plusieurs années l'autorité.

POUR MODERNISER 4 AÉROPORTS Le Gabon a signé un protocole d'accord avec un consortium d'entreprises tchèques

Cela entre dans le cadre du nouveau schéma directeur du transport aérien gabonais qui prévoit, en dehors de la création d'une compagnie publique, le rehaussement des standards des installations aéroportuaires. Le Gabon a signé un memorandum d'entente avec un consortium incluant les sociétés tchèques TransconElecronicSystems et KomaModu-

lar pour moderniser les aéroports provinciaux de Makokou (Ogooué-Ivindo), Oyem (Woleu-Ntem), Port-Gentil (Ogooué-Maritime) et Franceville (Haut-Ogooué). La convention a été signée avec le gouvernement de transition le 29 janvier, révèle Africa Intelligence. Ce consortium spécialisé dans la réalisation d'ouvrages suivant des techniques modu-

lares préconstruites aura en charge « la rénovation complète des terminaux, pistes, tours de contrôle... » de ces 4 aéroports. Ces projets constituent un axe du plan d'action du gouvernement gabonais sur la période 2024-2026, dont un des volets prévoit la réhabilitation de 10 aéroports provinciaux. L'accord traduit le processus récemment lancé par l'État pour

retirer à l'ASECNA (l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar) le contrat de gestion des aéroports domestiques d'Oyem, de Port-Gentil et de Makokou. Cela entre aussi dans le cadre des réformes entreprises par le régime de transition qui voudrait renationaliser plusieurs sociétés pour imprimer la souveraineté de l'État dans

certaines secteurs d'activités stratégiques de l'économie nationale. Dans l'aviation, le gouvernement a dévoilé il y a quelques semaines un projet de compagnie aérienne nationale pour réduire l'influence des transporteurs étrangers. Fly Air Gabon holding (FLAGH), une compagnie publique en cours de création devrait piloter la mise en place du nouveau transporteur.

CÔTE D'IVOIRE

Le prix du kilogramme du cacao est attendu à 1 000 Fcfa durant la petite traite 2023/2024

En Côte d'Ivoire, les exploitants de cacao sont parmi les moins bien lotis parmi le top 5 des principaux producteurs de fèves de la planète. Dans le pays qui compte pour 40 % de l'offre mondiale, le tarif est par exemple 3 fois inférieur à celui pratiqué au Cameroun. Le kilogramme de cacao devrait être vendu par les producteurs à 1 000 Fcfa (1,6 \$) durant la récolte intermédiaire de cacao d'avril à septembre prochain. C'est ce qu'a révélé le quotidien local Le Nouveau Réveil qui cite des sources

proches du gouvernement et du Conseil du Café-Cacao (CCC). Ce tarif en augmentation de 100 Fcfa par rapport à l'année dernière à la même période, reste cependant inchangé comparativement au montant en vigueur durant la campagne principale. Alors que les cours du cacao battent des records aussi bien à Londres qu'à New York, une source proche du régulateur indique que les difficultés de la commercialisation de la fève ne permettent pas encore de répercuter la hausse des prix sur les producteurs. La

rareté des fèves en raison des mauvaises conditions climatiques et des maladies des vergers a notamment conduit à des ventes par anticipation de seulement 1,35 million de tonnes pour la campagne principale 2023/2024 contre 1,8 million de tonnes habituellement. Pour le compte de la petite traite, un responsable du CCC souligne que seulement 300 000 tonnes ont été vendues sur un potentiel attendu de 500 000 tonnes. Si dans un tel contexte, plusieurs sources indiquent que les ventes par anticipation

de la campagne 2024/2025 devraient permettre de revaloriser les prix aux planteurs, il faut noter que jusqu'ici les autorités n'ont pas encore relancé les opérations qui ont été suspendues le 25 janvier dernier restant ainsi en marge du trend haussier du marché. Depuis cette date, les cours du cacao ont en effet déjà gagné plus de 50 % à Londres clôturant hier autour de 5 686 livres la tonne et à 7 020 \$ la tonne à New York, des niveaux record poussés par les perspectives d'un 3ème déficit consécutif.

LE POINT HEBDO

Pas de nouvelles, bonnes nouvelles

Les places financières ont à l'unisson atteint de nouveaux records cette semaine, surfant toujours sur l'intelligence artificielle et profitant désormais des anticipations d'une baisse de taux des deux côtés de l'Atlantique en juin. Jerome Powell a dans un premier temps conforté ce scénario lors de ses allocutions devant le Congrès, puis Christine Lagarde a emboîté le pas, après avoir abaissé ses prévisions de croissance et d'inflation pour la zone euro en 2024. L'appétit pour les actifs risqués reste donc intact, d'autant que le rapport mensuel sur l'emploi américain semble conforter ce scénario, malgré des créations de postes supérieures aux attentes.

Tops / Flops de la semaine

TOPS
Encavis (+27%) : Le producteur d'électricité allemand, spécialisé dans le solaire et l'éolien, a reçu des marques d'intérêt de KKR pour un éventuel rachat. Dans un contexte de dés-amour des marchés pour les énergies renouvelables et de baisse des prix dans le secteur, la midcap, qui a perdu 45% depuis ses plus hauts et 11% cette année, est une cible de choix pour le géant américain de l'investissement, qui continue, lui, de miser sur les énergies vertes, et en l'occurrence, sur les objectifs de Berlin de passer à 80% d'énergies renouvelables d'ici 2030 (contre 52% actuellement).
Traton (+21%) : Le spécialiste allemand des camions, filiale de Volkswagen, profite d'une forte demande pour les véhicules utilitaires et de ses efforts pour rendre ses installations plus efficaces. Il clôt une année 2023 robuste, avec un chiffre d'affaires en augmentation de 16% et un résultat d'exploitation ajusté en hausse de 95%. Il se dit très confiant pour 2024, en dépit d'un ralentissement annoncé sur les ventes mondiales de camions, et relève son dividende. Notons qu'Oddo a rehaussé son objectif de cours sur le titre de 28 à 40 euros.
HPE (+17%) : Hewlett Packard Enterprise a publié des résultats somme toute décevants, avec un BPA en baisse de 24% et des revenus en repli de 14% sur le trimestre, ainsi que des prévisions peu encourageantes. Mais le marché s'est concentré sur les bonnes nouvelles : le groupe américain, comme son homologue DELL, devrait tirer profit de la ferveur liée à l'IA (le mot magique) pour vendre davantage de serveurs optimisés. Les deux géants anticipent aussi une plus grande percée dans le secteur des télécoms.
Bachem (+16%) : La société biochimique suisse a dévoilé un chiffre d'affaires en hausse de 8,6% (ou de 12,8% hors effets de changes) et un EBITDA en progression de 3,9% sur l'année écoulée, tous deux supérieurs aux prévisions. Elle réhausse le dividende de ses actionnaires et prévoit que ses ventes annuelles dépasseront le milliard de francs en 2026. L'embellie pourrait toutefois être de courte durée, les analystes émettant des doutes sur les perspectives de croissance du groupe.
Celsius (+13%) : Le fabricant de boissons énergétiques a réjoui les marchés. Ses résultats trimestriels et annuels sont meilleurs que prévus. Sur l'exercice, les revenus ont doublé et la société a signé un bénéfice coquet, contre une perte l'an dernier. Notons que plusieurs analystes ont relevé leur objectif de cours sur le titre, qui s'octroie plus de 63% depuis le début de l'année.

FLOPS
HelloFresh (-46%) : Dégringolade phénoménale pour la sociétéallemande de livraison de repas. Le groupe a fait état de prévisions très décevantes pour l'exercice en cours et a même abandonné ses objectifs pour 2025, car il s'attend à un fort repli des commandes conjugué à une hausse des investissements dans son réseau de distribution. Les analystes mettent désormais en doute la crédibilité du modèle et celle du management.
Foot Locker(-30%) : Gros gadin pour le détaillant d'articles de sport, qui a publié cette semaine des résultats trimestriels décevants et des perspectives timides. Sur le trimestre écoulé, le bénéfice ajusté a sévèrement chuté et la perte s'est creusée. Le distributeur a ensuite repoussé son objectif de rentabilité à 2028, émis la possibilité de ventes annuelles en repli, et coup de grâce pour les actionnaires, annoncé qu'il prolongeait la suspen-

sion de son dividende, pour se concentrer sur les investissements.
Teleperformance (-23%) : Déjà très affaibli par l'arrivée de l'intelligence artificielle dans son secteur et les doutes sur la viabilité de son modèle, le géant français des centres d'appels a déçu les marchés lors de la publication de ses résultats. Le chiffre d'affaires annuel manque le consensus, la rentabilité n'est pas au rendez-vous, et les perspectives trop prudentes. Le titre abandonne plus de 30% depuis le début de l'année.
Telecom italia (-22%) : Douche froide pour l'opérateur telecom italien, qui a dévoilé cette semaine son plan stratégique pour les 3 années à venir, avec un accent mis sur les services après la cession du réseau de lignes fixes qui devrait être achevée cette année. Le marché a exprimé de vives inquiétudes quant à la réduction de l'endettement du groupe et aux projections de trésorerie. Les analystes jugent aussi ses prévisions de croissance de l'EBITDA trop ambitieuses, dans un marché connu pour être difficile et très concurrentiel.
Gitlab (-21%) : Le groupe américain spécialisé dans les services de développement informatique n'a pas démérité. Sur le trimestre écoulé, chiffre d'affaires et bénéfice sont en hausse et supérieurs aux attentes, et la perte est réduite. Mais le marché a tout de même sanctionné les prévisions timides du groupe pour le trimestre et l'année en cours, qui ne reflètent pas les apports de l'intelligence artificielle (et oui, il manquait le mot magique pour faire plaisir à Wall Street), mais plutôt un ralentissement à venir de l'économie.
Li auto (-16%), Tesla (-13%), Vinfast Auto (-9%) : Dure semaine pour les constructeurs de véhicules électriques. En Chine, tous constructeurs confondus, les ventes de VE sont en recul de 21% sur un an et de 46% au mois de février. Les perspectives mondiales sont tout aussi moroses, la demande étant affaiblie par le déclin de l'économie et par une nouvelle préférence pour les hybrides. Notons que la concurrence s'intensifie, et que le géant BYD, qui ne cesse de casser ses prix, gagne des parts de marché sur tous ses petits copains.
Sofi (-17%) : La fintech américaine a plié cette semaine après avoir annoncé son intention d'offrir 750 millions de dollars de dette convertible de premier rang dans le cadre d'un placement privé, qui arriverait à échéance en 2029. Notons que le titre abandonne près de 25% depuis le début de l'année.

Matières premières
Energie : Les prix pétroliers ont globalement fait du surplace en dépit d'une semaine faste sur le front de l'actualité pétrolière. Pour commencer, c'est l'OPEP et plus particulièrement l'Arabie Saoudite qui a fait du bruit, non pas parce que le cartel a étendu ses quotas de production, mais parce que le Royaume Saoudien a augmenté ses prix de vente officiels pour ses clients asiatiques. Restons justement en Asie avec la Chine, qui a dévoilé ses dernières données commerciales avec des importations de pétrole en hausse en glissement annuel, mais avec une progression qui a tendance à se tasser mois après mois. On termine ce tour du monde avec les Etats-Unis, où les stocks hebdomadaires continuent à progresser, mais de manière modeste. Au niveau des prix, le Brent s'échange autour de 82,50 USD tandis que le WTI se négocie autour de 78 USD.
Métaux : Que retenir des dernières données économiques chinoises ? Les importations et exportations de métaux sont plutôt solides,

signe que la demande industrielle s'améliore. Les prix des métaux réagissent positivement : la tonne de cuivre s'échange à 8600 USD à Londres, l'aluminium progresse à 2250 USD et le zinc gagne du terrain à 2530 USD. Néanmoins, la star du moment est à chercher du côté des métaux précieux. Nous faisons évidemment référence à l'or, qui inscrit une troisième semaine de hausse consécutive à 2180 USD. L'or libellé en dollar a atteint un record historique grâce aux paris sur une baisse des taux d'intérêt, qui favorise le métal précieux, un actif qui, par définition, ne délivre aucun rendement.
Produits agricoles : A Chicago, on est loin de l'euphorie des marchés actions, puisque les prix céréaliers continuent à évoluer en baisse. Le blé a enfoncé son prix plancher de 2023 et s'échange désormais autour de 525 USD, un niveau qui n'avait jamais été atteint depuis 2020. Le maïs fait plus de résistance en progressant à 440 cents le boisseau. Dans le reste du compartiment, le cacao reste haut perché à 6500 USD la tonne.

Macroéconomie
Ambiance : Good boy ! Jerome Powell a joué la partition attendue lors de sa double audition par le Congrès des Etats-Unis. Il ne faut pas se précipiter tout en étant conscient des risques d'une politique trop restrictive sur la santé de l'économie américaine. En bref, on gardera en mémoire qu'il a laissé la porte ouverte à une première baisse de taux en juin et c'est tout ce que le marché attendait. De son côté, l'emploi continue d'être résilient. Les Etats-Unis ont créé 275k emplois non-agricoles en février contre une estimation de 200K. Par contre, le taux de chômage est légèrement supérieur aux attentes à 3.90% vs. 3.70%. Dans l'ensemble, ces données ont été favorablement accueillies : le rendement du 10 ans continuait de se détendre vendredi après-midi et teste désormais les 4.07%. Hors Etats-Unis, la Chine a une fois de plus soufflé le chaud et le froid : les objectifs définis par les autorités pour 2024 sont plutôt

ambitieux, mais le marché a du mal à voir comment ils pourront être atteints tant que Pékin ne dégaîne pas de politiques publiques plus porteuses. En Europe, la BCE a laissé ses taux inchangés et semble prête à commencer à les réduire en juin.
Crypto. Le bitcoin (BTC) continue de s'envoler cette semaine et s'est même payé le luxe de franchir son sommet historique. Ce vendredi, la devise numérique a momentanément dépassé les 70 000 dollars et a ainsi battu son ancien record de novembre 2021, lorsque le bitcoin avait atteint les 68 900 dollars à son apogée. Cette performance s'explique en grande partie par l'afflux constant de capitaux dans les ETF Bitcoin Spot de l'autre côté de l'Atlantique. Désormais, l'ETF Bitcoin de BlackRock affiche plus de 12 milliards de dollars d'actifs sous gestion. Le bitcoin est en hausse de plus de 7% depuis lundi et se retrouve autour des 68 000 dollars actuellement. Cet enthousiasme sur le leader du marché se propage aux autres cryptomonnaies, notamment avec Ethereum (ETH) à +13,5%, qui se rapproche lui aussi de son sommet historique, ou encore Solana (SOL) à +14% et les actifs hypers spéculatifs comme les memecoins Floki (FLOKI) à +56% et le Shiba Inu (SHIB) à 64%.

Pas de nouvelles, bonnes nouvelles
Toutes choses égales par ailleurs, la date des premières baisses de taux de la Fed et de la BCE se rapproche. Tant que cette phrase reste d'actualité, les investisseurs n'ont pas vraiment de raisons de s'alarmer. En attendant, c'est reparti pour un tour de statistiques aux Etats-Unis la semaine prochaine, avec des données sur les prix (inflation et prix à la production de février) et des indicateurs de consommation (ventes de détail, confiance des consommateurs de l'Université du Michigan). La source des publications de résultats s'assèche, mais il faudra encore compter sur Porsche, Generali, Volkswagen, Inditex, Adidas, Geberit ou Adobe.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Mars 2024
Valeur : 11 Mars 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3299	134.3449
1	EUR	EURO		146.2987	146.3688
1	GBP	POUND STERLING		171.0555	171.1182
100	JPY	JAPANESE YEN		90.7083	90.7368
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6603	18.6626
1	CHF	SWISS FRANC		152.3533	152.4395
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.4005	99.4411
1	DKK	DANISH KRONE		19.6283	19.6333
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.0422	13.0475
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8094	12.8146
1	AED	UAE DIRHAM		36.5703	36.5843
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8137	35.8196
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.9873	437.1783
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0091	43.4413
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4004	13.4019
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8173	27.9600
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5369	3.5373
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.6386	178.6386

L'INDE SIGNE UN PACTE DE LIBRE-ÉCHANGE
UN GROUPE DE QUATRE PAYS EUROPÉENS

Les principaux détails

L'Inde a signé dimanche un pacte de libre-échange avec un groupe de nations européennes - la Suisse, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein - en s'engageant à réduire les droits de douane, tandis que New Delhi recevra 100 milliards de dollars d'investissements au cours des 15 prochaines années.

L'Inde et les membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE) ont tenu 21 cycles de négociations sur une période de 16 ans pour conclure l'accord de commerce et d'investissement à large assise. Voici les principaux éléments de ce pacte commercial : L'Inde a donné un coup de pouce au commerce et à l'investissement : L'Inde espère que ce pacte, qui fait suite aux accords conclus avec les Émirats arabes unis et l'Australie, stimulera les exportations de produits pharmaceutiques, de vêtements, de produits chimiques et de machines, tout en attirant des investissements dans les secteurs de l'automobile, de l'agroalimentaire, des chemins de fer et de la finance. L'Inde est le cinquième partenaire commercial de l'AELE, après l'Union européenne, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Chine. Selon les estimations du ministère du commerce, le total des échanges bilatéraux atteindra 25 milliards de dollars en 2023. Ses exportations vers l'AELE ont atteint 2,8 milliards de dollars et ses importations environ 22 milliards de dollars au cours de cette période. Avec une population de 13 millions d'habitants et un PIB combiné de plus de 1 000 milliards de dollars, les pays de l'AELE sont le neuvième plus grand négociant de marchandises au monde et le cinquième dans le domaine des services commerciaux. Les entreprises suisses en profiteront :

Les fabricants suisses de machines, d'articles de luxe tels que les montres et les transports devraient en profiter, selon le gouvernement suisse. L'Inde a invité des entreprises de transport suisses à investir dans les chemins de fer. Le pacte permet aux pays de l'AELE d'exporter des produits alimentaires et des boissons transformés, des machines électriques et d'autres produits d'ingénierie vers un marché potentiel de 1,4 milliard de personnes, à des tarifs douaniers moins élevés. L'industrie pharmaceutique et des dispositifs médicaux au sein de l'Union pourrait également en bénéficier.

RELATIONS INDE-SUISSE

L'Inde espère que le pacte améliorera ses relations commerciales avec la Suisse, son principal partenaire au sein de l'AELE. L'Inde est son quatrième partenaire commercial en Asie et le premier en Asie du Sud. Plus de 300 entreprises suisses, telles que Nestlé, Holcim, Sulzer et Novartis, ainsi que des banques comme UBS, sont présentes en Inde, tandis que les grandes sociétés informatiques indiennes TCS, Infosys et HCL travaillent en Suisse. Des négociations difficiles : Le gouvernement du Premier ministre Narendra Modi a souvent critiqué les gouvernements précédents pour avoir compromis les intérêts de l'industrie nationale dans les pactes commerciaux et a agi lentement pour

obtenir un engagement ferme en faveur de l'augmentation des investissements. Les pourparlers sur les pactes commerciaux se poursuivent depuis des années avec la Grande-Bretagne, l'Union européenne et d'autres partenaires. Non à l'exclusivité des données : L'Inde a précédemment rejeté la demande des quatre nations d'inclure dans le pacte des dispositions relatives à l'"exclusivité des données", qui empêcheraient ses entreprises pharmaceutiques de produire des variantes génériques des médicaments dont le brevet a expiré, ont déclaré des responsables indiens. L'Inde et l'AELE ont également convenu d'exclure du pacte les produits agricoles "sensibles" et les importations d'or. L'Inde et l'Ale ont également convenu d'exclure du pacte les produits agricoles "sensibles" et l'or : La politique suisse d'entrée en franchise de droits pour tous les produits industriels en provenance de n'importe quel pays, qui entrera en vigueur le 1er janvier, affectera les bénéfices des entreprises indiennes, indique dans un rapport Global Trade Research Initiative, un groupe de réflexion basé à New Delhi. L'Inde devrait continuer à rencontrer des difficultés pour exporter des produits agricoles vers la Suisse en raison d'un réseau complexe de droits de douane, de normes de qualité et d'exigences en matière d'approbation, avertissent les analystes.

NORVÈGE

La Banque Centrale relève son taux d'intérêt

La Norges Bank a porté le taux des dépôts à vue de 1,25 à 1,75% sur fond de "ralentissement plus marqué de la croissance mondiale". La banque centrale de Norvège a relevé son taux d'intérêt de 50 points de base et a précisé que d'autres hausses étaient prévues, dont probablement une en septembre, après l'accélération plus importante qu'attendu de l'inflation. Le comité de politique monétaire de la Norges Bank a porté le taux des dépôts à vue de 1,25% à 1,75%, comme anticipé par

une majorité d'économistes interrogés par Reuters. En juin, l'institution avait pourtant dit tabler sur un relèvement limité à 0,25%. "Un taux directeur nettement plus élevé est nécessaire pour atténuer les pressions sur l'économie norvégienne et ramener l'inflation vers la cible", a déclaré Ida WoldenBache, gouverneure de la Norges Bank, dans un communiqué. La banque centrale explique que sur la base des évaluations actuelles "le taux directeur sera très probablement relevé à nouveau en septembre" mais sans préciser

l'ampleur de cette hausse. "La remontée des taux et l'inflation élevée pourraient freiner le marché du logement et la consommation des ménages plus rapidement que prévu actuellement", a déclaré la Norges Bank. "Il existe également un risque de ralentissement plus marqué de la croissance mondiale." Sur 22 économistes interrogés par Reuters, 14 tablaient sur une hausse de 50 points de base et huit prévoyaient une augmentation d'un quart de point. "Nous pensons que la Norges Bank procédera à une

nouvelle hausse de taux de 50 points de base en septembre, avant de revenir à des hausses de 25 points à partir de novembre", ont écrit dans une note les économistes de Nordea, DaneCekov et Kjetil Olsen. Sur le marché des changes, la couronne norvégienne est passée à 9,865 pour un euro contre 9,88 juste avant ces annonces. L'inflation de base a augmenté de 4,5% sur un an en juillet, son niveau le plus élevé depuis plus de vingt ans, en raison de la flambée des coûts des denrées alimentaires.

ITALIE

Petite croissance au 4^e trimestre tirée par la construction

L'Italie a vu son produit intérieur brut (PIB) augmenter de 0,2% au quatrième trimestre par rapport au précédent, tiré par la forte croissance du secteur de la construction, a confirmé mardi l'Institut national des statistiques (Istat). Si l'activité de l'agriculture et des services a connu une légère baisse, celle de la construction s'est accrue de 4,7% et l'industrie a affiché une hausse de 1,1%, explique l'Istat. La croissance a été portée par les investissements (+2,4%) et les dépenses de l'administration publique (+0,7%), alors que la consommation des mé-

nages a diminué de 1,4%. Quant au commerce extérieur, les exportations se sont accrues de 1,2% et les importations de 0,2%. Le PIB de l'Italie a augmenté de 0,9% en 2023, dépassant les objectifs du gouvernement, mais le déficit public a dérapé davantage que prévu, avait annoncé l'Istat vendredi. La croissance a dépassé légèrement les prévisions du gouvernement de Giorgia Meloni, qui avait tablé sur 0,8%, et s'est révélée supérieure à la moyenne de la zone euro (0,5%). Après un recul du PIB de 0,2% au deuxième trimestre, l'Italie avait connu

une croissance de 0,2% au troisième trimestre par rapport au précédent, selon des chiffres révisés, échappant ainsi à la récession technique. Le déficit public s'est réduit à 7,2% du PIB en 2023, après 8,6% en 2022, un ratio nettement supérieur aux prévisions du gouvernement, qui avait tablé sur un déficit à 5,3% du PIB. Le ministre de l'Economie Giancarlo Giorgetti a attribué ce dérapage à un dispositif d'incitations fiscales très généreux, censé rendre les habitations moins énergivores, qui avait été introduit par le gouvernement Conte en 2020.

Si le "Superbonus" a bénéficié au secteur de la construction et contribué à la croissance économique du pays, il avait déjà fait déraiper les déficits de l'Italie pendant les années 2020 à 2022. Avec la fin du dispositif prévue cette année, "les finances publiques s'engagent à partir de 2024 sur la voie d'une durabilité raisonnable", a promis M. Giorgetti. Pour stimuler sa croissance, l'Italie peut compter sur les fonds du plan de relance européen, dont elle est la première bénéficiaire avec un montant de 194,4 milliards d'euros d'ici à 2026.

ESPAGNE

La production industrielle a légèrement rebondi en janvier

La production industrielle espagnole a rebondi en janvier, en raison notamment d'une hausse d'activité dans le secteur minier, dans l'industrie agroalimentaire, et dans la fabrication de produits informatiques et électroniques, selon des chiffres officiels publiés vendredi. D'après les données corrigées des variations saisonnières et calendaires de l'INE, la production industrielle a progressé de 0,4% sur un mois, après avoir reculé de 0,6% en décembre. Comparée au mois de janvier 2023, la production industrielle s'affiche cependant en baisse de 0,6%. Ce chiffre est "supérieur de 0,8 point" par rapport à la tendance enregistrée en décembre, précise toutefois l'organisme public. Selon l'INE, la production a bénéficié de bons résultats dans le secteur des industries extractives (+20% sur un an), dans l'industrie alimentaire (+5,9%) et dans la fabrication de produits informatiques et électroniques (+24%). Ces bons chiffres ont compensé une baisse d'activité dans le secteur textile (-4%) et dans la fabrication de machines et équipements (-3%). La production industrielle est surveillée de près en raison de son impact sur la croissance économique, qui a atteint l'an dernier 2,5% en Espagne, soit l'un des niveaux les plus élevés de la zone euro. Selon le gouvernement espagnol, elle devrait rester solide cette année, de l'ordre de 2%. "Le début d'année 2024 est très positif, la dynamique de croissance se poursuit", a assuré en début de semaine le ministre de l'Economie, Carlos Cuerdo dans un entretien au quotidien économique Expansion.

TESLA CYBERTRUCK (2024)

Le vaisseau spécial

Aucune voiture électrique ne suscite autant de débats que le Cybertruck de Tesla. Pourtant, personne ou presque ne s'y est jamais assis...sauf notre confrère allemand Thomas Geiger, journaliste indépendant, qui a eu le privilège d'un voyage inaugural au Texas. Il raconte.

Que ce soit dans les ranchs en direction de Fredericksburg, au centre-ville d'Austin ou devant le restaurant de barbecue branché de Terry Black, le Texas est le pays des pick-up. Au moins une voiture sur trois est un Ford F-150, un Chevrolet Silverado ou un Ram 1500 - et de temps en temps, l'un des premiers Cybertrucks apparaît. Après tout, le dernier modèle d'Elon Musk sort des chaînes de production juste à l'extérieur de la capitale du Texas, et une poignée de clients viennent chaque jour à l'usine depuis novembre pour en prendre livraison. L'un d'eux était Shaheen Badiyan, qui a réservé le Cybertruck dès le premier jour d'ouverture des carnets de commande, il y a cinq ans. Et tandis que Tesla elle-même s'oppose à tout essai routier, le spécialiste des logiciels s'est laissé convaincre de nous laisser sa voiture pendant quelques heures.

Au centre de l'attention

On aborde donc la bête avec la même curiosité que tout le monde ici lui porte. Car même si personne ne se retourne pour regarder un pick-up normal au Texas, le Cybertruck attire l'attention de tous. Au feu rouge, des passants s'arrêtent et frappent sur la vitre soi-disant pare-balles, d'autres conducteurs sur l'autoroute se démentent pour filmer l'engin sous son meilleur angle, et partout où vous descendez du camion, vous êtes impliqué dans une conversation. Il faut comprendre qu'avec près de 5,70 mètres de long, le Cybertruck est plutôt modeste par rapport à ses concurrents. Il est ainsi plus proche de l'Amarok que du F-150, mais avec une partie avant aussi haute et plate qu'un bulldozer, il force le respect de tous sur la route. Parmi tous les pick-up classiques avec leurs puissantes calandres et leurs flancs musclés, ce tank en acier inoxydable avec ses panneaux plats et ses bords presque tranchants ressemble vraiment à celui d'un cow-boy de l'espace qui aurait pris la mauvaise sortie sur la Voie lactée. Rarement un nom de voiture a été aussi approprié. Mais il ne faut pas y regarder de si près si l'on ne veut pas gâcher la fascination. Après une semaine, le camion de Badiyan est toujours exempt de ces tâches de rouille qui font actuellement fureur sur les forums Tesla. Mais même si l'heureux propriétaire le polit constamment, l'acier scintille dans toutes sortes de nuances différentes et présente toujours des tâches partout. Les différences entre le nouveau et l'ancien monde des pick-up sont particulièrement frappantes à l'intérieur. Comme chaque Tesla, le Cybertruck est aussi simplement meublé qu'une cellule de monastère, tandis que les Ford, Chevy et autres, avec leurs fauteuils moelleux, leur cuir épais et toutes leurs garnitures chromées, ressemblent davantage à des



salons sur roues. Et si le nombre d'écrans - un grand dans la Tesla, bien sûr - une demi-douzaine dans le nouveau Ram - peut encore être discutable, le Cybertruck manque de toutes les vertus pratiques qui ont mûri chez la concurrence pendant un demi-siècle : le plateau de chargement de taille modeste - par rapport à la concurrence directe - ne fait pas de ce pick-up un véhicule pratique, et ce malgré le frunk (coffre avant, NDLR). Cela n'a pas d'importance. Du moins pas pour Shaheen Badiyan. Après tout, il n'est ni un agriculteur ni un cow-boy, mais il gagne son argent dans la cybersécurité et n'a acheté le Cybertruck que parce qu'il est différent et électrique.

"La borne à la maison me suffit"

Le modèle de base avec un seul moteur sur l'essieu arrière et une batterie de 400 kilomètres ne sera probablement pas disponible avant l'année prochaine au plus tôt. Quant à la version Cyberbeast de 845 ch avec son temps de sprint fou de 2,6 secondes, elle coûte la somme considérable de 99 990 dollars et n'est livré pour le moment qu'à dose homéopathique. C'est pourquoi Badiyan conduit le modèle AWD à 79 990 dollars. Le certificat d'immatriculation du véhicule indique 607 ch et une autonomie WLTP de 547 kilomètres. Tesla

ne lui a pas indiqué la taille de sa batterie, mais Badiyan l'estime à 100 kWh. En tout cas, il ne l'a pas encore vidée au cours de ses deux premières semaines, pas plus qu'il n'a vérifié si l'auto encaisse bien les 250 kW du Supercharger : « la borne de recharge à la maison me suffit. Je ne conduis pas loin. » C'est pourquoi Badiyan a renoncé au prolongateur d'autonomie, qui n'est bien sûr pas un moteur à combustion avec générateur dans une Tesla comme dans une Mazda MX-30, mais une batterie supplémentaire montée sur le plateau et qui donne à sa voiture 200 kilomètres de plus. Ensuite, Badiyan me donne son code PIN, que j'entre consciencieusement sur l'écran comme je le ferais sur un téléphone portable, après quoi je connais un moment embarrassant en cherchant le levier de changement de vitesse. En fait, tout se passe sur l'écran, comme c'est le cas depuis deux ans dans le Model S et le Model X, m'indiquant mon passager en riant en secouant la tête. Alors je fais glisser la voiture vers l'avant dans le coin supérieur gauche, et dans l'instant le Cybertruck me téléporte de ce qu'Elon Musk appelle l'âge de pierre automobile vers le futur. Au lieu du babillage d'un moteur huit cylindres, tout ce que vous entendez est un vrombissement, et j'atteins la limite de vitesse texane en un rien de temps. Même avec cette bête de tôle, 4,3 se-

condes suffisent pour passer de 0 à 100 km/h - et la fascination augmente avec la masse qui se déplace ici sans effort. Et le fait que le Cybertruck puisse atteindre des vitesses allant jusqu'à 180 km/h, alors que le F-150 et autres sont généralement limités à environ 160 km/h, mérite d'être souligné.

Direction déroutante

Mais peu de temps après, l'enthousiasme retombe. Car aussi pratique que puisse être la suspension pneumatique pour réduire la hauteur d'accès ou augmenter la garde au sol à plus de 40 centimètres en tout-terrain, elle a du mal à faire face au revêtement routier bosselé. Et comme si le confort modéré ne suffisait pas, la direction demande aussi un temps d'accoutumance. On doit en effet composer avec une technologie Drive-by-Wire avec des rapports de démultiplication variables, le tout assurant un retour d'information que l'on qualifiera de léger. A quoi s'ajoute un essieu arrière au pivotement très prononcé, de gros pneus Goodyear sur les jantes de 20 pouces, et un volant quasi-vertical assez désagréable lors des manœuvres et dans la circulation urbaine. Après une demi-journée à Austin, il est difficile d'imaginer l'excentrique engin comme un concurrent sérieux aux F-150, Silverado et autres Ram 1500. Mais Austin n'est probablement pas le bon endroit, malgré l'usine à la périphérie de la ville. La prochaine fois, il est préférable de se rendre à Houston, où la NASA a son siège et où la vue s'étend jusqu'à l'espace. Peut-être le Cybertruck sera-t-il plus à son aise dans la capitale des astronautes qu'au pays des cowboys. Bien sûr, le spectaculaire Cybertruck est une voiture fascinante. Et avec son design radical, il vole la vedette à n'importe quelle Lamborghini Urus. Mais il s'agit plus d'un accessoire pour frimeurs et avant-gardistes que d'une voiture d'usage quotidien, aux États-Unis comme ailleurs.

CANVA A DÉCOUVERT QUE DES LOGICIELS MALVEILLANTS SE
CACHAIENT DANS SES POLICES

La guerre est déclarée, et les deux règlent leurs comptes sur la place publique

Même les ingénieurs graphistes de chez Canva n'en reviennent pas. Jamais ils n'auraient pensé que décompresser une archive de polices pouvait libérer un malware.

L'entreprise australienne de renom dans le domaine de la conception graphique en ligne Canva ne ménage pas ses efforts pour renforcer la sécurité de ses processus. Elle a d'ailleurs déployé fin 2023 de nouveaux outils graphiques dopés à l'IA. Récemment, ses experts en sécurité ont exploré les aspects moins examinés des polices de caractères, révélant ainsi des vulnérabilités surprenantes et mettant en évidence les risques potentiels pour la sécurité associés à l'utilisation des polices de caractères.

3 vulnérabilités détectées

La première faille, identifiée sous le code CVE-2023-45139, présente un problème de haute sévérité (7,5/10) dans FontTools, une bibliothèque en Python. Canva a dévoilé que l'utilisation d'un fichier XML non fiable lors du traitement d'un tableau SVG pouvait conduire à la création d'une police sous-dimensionnée, exposant ainsi des risques de sécurité significatifs. Cette vulnérabilité dévoile les complexités de la manipulation des polices de caractères, souvent négligées dans le domaine de la sécurité informatique.



La deuxième et la troisième vulnérabilité CVE-2024-25081 et CVE-2024-25082, toutes les deux notées 4,2/10, révèlent des vulnérabilités associées aux conventions de nommage et à la compression. Sur son blog, Canva souligne que des outils populaires tels que FontForge et ImageMagick, utilisés pour renommer les fichiers des polices, peuvent introduire des problèmes de sécurité lorsqu'ils opèrent sur des données non fiables. Les chercheurs ont par ailleurs démontré qu'une simple exécution shell pouvait ouvrir des fichiers non autorisés, soulignant ainsi l'ampleur du risque lié à ces pratiques.

Analyse et perspectives

Sur leur blog, les développeurs expliquent : « Une vulnérabilité a été découverte lorsque FontForge analyse la table des matières (TOC) d'un fichier d'archive. La TOC est une liste de tous les fichiers compressés dans l'archive et FontForge l'utilise pour extraire un fichier de police afin d'effectuer des actions sur celui-ci ». Ils ont pu ensuite créer une archive contenant un nom de fichier malveillant, en contournant les techniques traditionnelles d'assainissement des noms de fichiers, et en déclenchant le code d'exploitation. Canva a souligné que le paysage des polices de caractères est riche en surfaces d'attaque, car les entreprises comme les particuliers ont besoin d'une typographie unique - chacune avec ses propres spécifications. Les chercheurs ont préconisé de traiter les polices comme n'importe quelle autre entrée non fiable et pensent que la sécurité des polices est un domaine qui manque cruellement de recherches en matière de sécurité.

**Le groupe
Nobelium a
piraté aussi du
code source de
Microsoft**

L'attaque menée par le groupe Nobelium aka Midnight Blizzard sur les messageries de dirigeants de Microsoft a aussi conduit à du vol de certains codes sources. Et ils essayent de les utiliser dans des attaques en cours. Au début de l'année 2024, Microsoft avait alerté sur une campagne de cyberespionnage menée par un groupe aux multiples noms (Midnight Blizzard, Nobelium, Cozy Bear ou APT29). Cette offensive avait pour but d'accéder à des comptes de messagerie de dirigeants de Microsoft. Aujourd'hui, la firme de Redmond a diffusé une mise à jour de son enquête sur ces faits en soulignant que la campagne avait également conduit au vol de certains codes source et que les cybercriminels s'en servaient dans des attaques en cours.

« Ces dernières semaines, nous avons constaté que Midnight Blizzard [Nobelium] utilisait des informations initialement exfiltrées de nos systèmes de messagerie d'entreprise pour obtenir, ou tenter d'obtenir, un accès non autorisé », souligne Microsoft dans un billet de blog. « Cela inclut l'accès à certains référentiels de code source de l'entreprise et à des systèmes internes. À ce jour, nous n'avons trouvé aucune preuve que les systèmes clients hébergés par Microsoft aient été compromis ». La société ne donne pas de détails sur les codes sources touchés, mais elle alerte sur le fait que le groupe affilié à la Russie, tente d'utiliser « des secrets de différents types qu'il a trouvés » pour aller plus loin dans le réseau de Microsoft et potentiellement de ses clients. « Certains de ces secrets ont été partagés entre des clients et Microsoft dans des courriels, et au fur et à mesure que nous les découvrons dans nos courriels exfiltrés, nous avons pris contact avec ces clients pour les aider à prendre des mesures d'atténuation », explique la firme.

LANCEMENT DE LA CONSTRUCTION DU PREMIER PORTE-CONTENEURS À HYDROGÈNE AU MONDE

Vers des océans plus propres

Le projet SeaShuttle est un premier pas dans la décarbonation du secteur du transport maritime. Dans le cadre de celui-ci, le premier porte-conteneurs fonctionnant à l'hydrogène vient d'entamer sa construction en Inde. Aujourd'hui, le transport maritime est la clé de voûte de l'économie mondiale, l'écrasante majorité des marchandises transportées s'effectuant par ce biais. Problème : c'est un sec-

teur très polluant et ses émissions de gaz à effet de serre sont très importantes. Le projet SeaShuttle vise à mettre en route deux porte-conteneurs à hydrogène courte distance d'ici 2025. Après l'aviation civile, l'hydrogène serait-il un bon substitut au pétrole pour le transport maritime ?

Un projet pionnier

La construction de ces bateaux

d'un nouveau genre vient de débuter dans les chantiers navals de Cochin, une ville portuaire indienne située dans l'État de Kerala. Commandés par la société néerlandaise Samskip, le gouvernement norvégien a, lui aussi, mis la main au portefeuille : le projet SeaShuttle a bénéficié d'une enveloppe de 13 millions d'euros pour l'aider à démarrer.

Avec une capacité de 365

conteneurs de 45 pieds, ceux-ci seront propulsés entièrement à l'hydrogène et dotés d'une pile à combustible de 3,2 MW. Une première mondiale. En cas de pépin, un moteur diesel secondaire pourra tout de même prendre le relais. Leur livraison est prévue pour le second semestre 2025 et ils seront destinés à effectuer des trajets de courte distance entre les marchés scandinaves et l'Europe continentale.

Brèves

Enquête pour corruption en France pour Altice

Selon Bloomberg, une enquête a été ouverte par le PNF (parquet national financier) à l'encontre de l'opérateur en septembre 2023 pour corruption de personnes n'exerçant pas de fonction publique, blanchiment et recel de ces délits. Cela fait suite à l'arrestation au Portugal d'Armando Pereira, bras droit de Patrick Drahi, propriétaire d'Altice.

Cisco corrige une faille sévère dans Secure Client

L'équipementier américain a publié correctif de sécurité pour la CVE-2024-20337 (score CVSS : 8.2) affectant son logiciel Secure Client. La vulnérabilité pourrait être exploitée par un cybercriminel pour ouvrir une session VPN avec celle d'un utilisateur ciblé. La faille découverte par le chercheur d'AWS Paulos Yibelo Mesfin concerne Secure Client pour Windows, Linux et macOS.

F5 Networks rachète Heyhack

Après Nginx, Voltera et Wib le fournisseur de solutions de sécurité a mis la main sur Heyhack. Objectif : poursuivre son développement dans l'IA et renforcer son portefeuille d'offres avec de l'automatisation de la découverte des vulnérabilités. « Ces fonctionnalités, issues de l'acquisition de Heyhack, permettent aux clients de protéger plus facilement le nombre croissant d'applications et d'API dans les environnements multicloud d'aujourd'hui », explique la société.

Mots fléchés

Transmis- sions		Néces- saires		Fine fleur		Querel- leuses		Agence spatiale européenne		À des gardiens qui l'aident à régner		Petits chiens
Maléfices		Train- train		Baie jaune						Joli coco		Pièce aux échecs
										Péninsule pour Cyrano		
Couvert de poils						Bûcheuse		Conduit un baudet				
Objets vénérés								Notable perse				
									Lieu de bannis- sment			
									Messes du matin			
Indien d'Amérique				Pâle copie							Nickel	
Parfumé à l'apéro				Dedans							Résidu de la mouture de blé	
					Pétillant italien					Monnaie d'Asie		
					Prénom féminin							
En vogue			Il vogue sur les flots							Fin de série		'sage parmi les hommes'
Services imprenables			Possessif									
				Ragoûts de mouton								Raison- nables
Retranche		Ancienne greffe		Inventeur de la photo- graphie							Manillon	
				Découvris							Cyberné- tique	
			Dansée							Thune		
			Versifier							Chrome		
Lettres en croix					Grand sang froid		Issus de	Au bout de la gaulle				
Cuisent								Tourmente				
									Ensemble des populations nomades			
Entrée asiatique				Exécute						Personnage biblique		
Reste de repas				Art martial brésilien						Ressem- blance		
		Écala							Le grand garçon			
		Utilisé pour un assaut							Archives à la télé			
Dieu mineur de la mythologie égyptienne	Crisse sur le tableau						Adjectif numéral				Grand roi perse	
	Messe basse											
			Ordinateur			Voies d'eau						Pièces à vivre à l'hôtel
			Allemagne de l'Est									
Mur abrupt					Étaient de pâmoison pour réanimer	Passées par une saumure						
Vêtement d'homme												
									Avant le RSA		Courant de faible intensité	
Quat d'an chaud		Adoré				Désert					Lettre grecque	
		Passager oublié sur terre				Vingt- huit états européens					Lettre grecque	
			Compulsé de nouveau					Jeune homme peu viril				
Volcan italien				Honnête et réfléchi								

Les horaires de travail applicables dans les institutions et administrations publiques seront modifiés à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, indique dimanche la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative dans un communiqué. Pour les wilayas du sud, à savoir Adrar, Tamanrasset, Illizi, Tindouf, Béchar, Ouargla, Ghardaïa, Laghouat, Biskra, El Oued, Timimoune, Bordj Badji Mokhtar, Ouled Djellal, Béni Abbès, In Salah, In Guezzam, Touggourt, Djanet, El M'Ghaier et El Meniaa, les horaires de travail sont fixés de 8h00 à 15h00 du dimanche au jeudi. Pour les autres wilayas, les horaires sont fixés de 8h30 à 15h30, ajoute la même source, soulignant que les horaires habituels de travail reprendront après la fête de l'Aïd El Fitr.



PRÉSIDENTENCE
Tebboune préside
une réunion du
Conseil des
ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, ce dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'évaluation des dégâts provoqués par les récentes inondations ayant touché certaines wilayas et à des exposés relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué de la Présidence de la République. « Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'évaluation des dégâts provoqués par les récentes inondations ayant touché certaines wilayas et à des exposés, notamment sur l'état d'avancement des projets miniers structurants dans leur volet industriel, la disponibilité des médicaments au niveau des établissements publics de santé et le recrutement des titulaires de doctorat », lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République.

HADJ 2024
Premier vol vers les
Lieux saints de l'islam
le 20 mai

L'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO) a annoncé, dimanche, que le premier vol de départ des pèlerins vers les Lieux saints de l'islam aura lieu le 20 mai prochain à partir de l'aéroport international d'Alger Houari Boumediene à destination de Médine. Un total de 146 vols sont prévus pour le transport des pèlerins vers les Lieux saints à partir de 12 aéroports, dont 88 seront assurés par Air Algérie, 43 par la compagnie saoudienne « Saudi Arabian Airlines » et 15 par la compagnie « FlyNas », a précisé l'ONPO dans un communiqué. Les concernés peuvent voyager avec l'ONPO ou avec l'une des 50 agences de tourisme autorisées à organiser le Hadj pour cette saison. Concernant la répartition des wilayas sur les aéroports de départ agréés, l'aéroport d'Alger assurera le transport des pèlerins des wilayas d'Alger, Chlef, Médéa, Bordj Bou Arreridj, Boumerdès, Béjaïa, Tizi Ouzou, Tipaza, Blida, Aïn Defla, M'sila et Tissemsilt. L'aéroport d'Adrar a été retenu pour le transport des pèlerins des wilayas d'Adrar, Timimoun et In Salah, tandis que l'aéroport de Laghouat prendra en charge les pèlerins des wilayas de Laghouat et Djelfa. L'aéroport de Batna prendra en charge les pèlerins des wilayas de Batna, Khenchela, Biskra et Ouled Djellal, alors que l'aéroport de Béchar assurera le transport des pèlerins des wilayas de Béchar, Béni Abbès et Tindouf. L'aéroport de Tamanrasset prendra en charge les pèlerins des wilayas de Tamanrasset, In Guezzam et

ATTAF REÇOIT SON HOMOLOGUE SIERRA-LÉONAI
Ouverture d'ambassades
dans les deux pays

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a reçu, dimanche à Alger, son homologue sierra-léonais, M. Musa Timothy Kabba, dans le cadre du suivi et de la mise en œuvre des décisions prises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son homologue sierra-léonais, M. Julius Maada Bio, lors de la visite de ce dernier en Algérie en janvier 2024. Dans une déclaration à la presse au terme de la rencontre, M. Attaf a précisé que la visite du ministre sierra-léonais des Affaires étrangères en Algérie visait essentiellement à examiner le dossier de l'ouverture d'ambassades à Alger et à Freetown. Evoquant le Conseil de sécurité, où l'Algérie et la Sierra Leone occupent des sièges non permanents, les deux parties ont discuté des dossiers d'actualité, la question palestinienne et la situation à Ghaza en tête, selon M. Attaf. Dans ce cadre, les deux parties ont exprimé leur satisfaction quant à l'étroite coordination entre les deux pays au niveau du Conseil de sécurité, où leurs po-

sitions « convergent totalement » sur ces dossiers, y compris la cause palestinienne et l'agression sioniste contre Ghaza. La rencontre a aussi porté sur les moyens d'imprimer une nouvelle dynamique aux relations bilatérales entre les deux pays », ainsi que sur « les priorités à définir pour les ambassadeurs qui seront désignés à la tête de nos représentations respectives à Alger et à Freetown », a poursuivi M. Attaf. Il a, par ailleurs, évoqué la rencontre qu'il a eue, mardi dernier à Djeddah, avec son homologue de la Sierra Leone pour évaluer les résultats de la réunion extraordinaire du Conseil des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Pour sa part, le ministre sierra-léonais a souligné l'importance de cette rencontre « pour la promotion des relations bilatérales au regard de l'histoire commune entre les deux pays », une histoire jalonnée de « valeurs démocratiques, de liberté, de justice, de sécurité et de développement pour nos deux peuples et pour le continent africain », a-t-il dit,

Concernant le Conseil de sécurité, M. Musa Kabba a affirmé que l'Algérie et la Sierra Leone « condamnent ensemble ce qui se produit à Ghaza et à Rafah », appelant à un cessez-le-feu dans la bande de Ghaza et à l'acheminement des aides humanitaires. Et d'assurer que les deux pays continueront d'œuvrer en faveur de l'instauration de la paix et de la sécurité en Afrique. Le ministre des Affaires étrangères sierra-léonais a indiqué que cette visite avait pour objectif la facilitation des procédures d'ouverture de l'ambassade de la Sierra Leone à Alger comme décidé lors de la dernière visite effectuée par le Président Julius Maada Bio en Algérie, au cours de laquelle le président de la République et son homologue sierra-léonais ont donné des instructions pour l'ouverture d'ambassades à Freetown et à Alger « dans les plus brefs délais ». L'ouverture d'ambassades dans les deux pays s'inscrit dans le cadre de « la valorisation des relations bilatérales fraternelles » unissant les deux pays, a estimé le ministre sierra-léonais.

68E SESSION DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME À L'ONU

Krikou participe aux travaux

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Kaouter Krikou participera du 11 au 14 mars à New York, aux travaux de la 68e session de la Commission de la condition de la femme aux Nations Unies, dédiée à l'accélération de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, à travers la lutte contre la pauvreté, le renforcement des ins-

titutions et un financement tenant compte des questions de genre, indique dimanche, un communiqué du ministère. Cette session permettra de mettre en avant « les efforts de l'Etat algérien dans le domaine de la protection de la femme et son autonomisation économique, politique, et sociale », précise le communiqué. Mme Krikou participera à la table ronde interministérielle sous le thème « Les bonnes pratiques pour renforcer les insti-

tutions et assurer le financement pour la réalisation de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles », et fera une intervention dans laquelle elle mettra en avant « la politique de l'emploi adoptée par l'Etat algérien et basée sur l'équité et l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi », ajoute la même source. La ministre participera également, en marge des travaux de cette session, à « un autre événement organisé

en collaboration avec le bureau de la représentante spéciale des Nations unies pour les affaires africaines, en coopération avec le Programme de développement onusien en Algérie, autour du thème « Les acquis sociaux : l'expérience algérienne comme modèle ». Mme Krikou participera par ailleurs aux séances du Conseil de sécurité sur le thème « La femme, la sécurité et la paix ».

PÊCHE

Installation à Oran de sept commissions
de wilaya chargées de la validation des acquis
de l'expérience professionnelle

Les commissions chargées de la validation des acquis de l'expérience professionnelle dans le domaine de la pêche de sept wilayas ont été installées, dimanche à Oran, dans la perspective d'entamer, prochainement, la programmation des examens au profit des professionnels intéressés. La cérémonie d'installation, qui a eu lieu au niveau de l'Institut technologique de pêche et d'aquaculture (ITPA) d'Oran, a été présidée par le Sous-directeur de

la formation au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Mohamed Mounir Korbi, qui a expliqué dans une déclaration à l'APS que ces commissions concernent les wilayas d'Oran, Tlemcen, Aïn Temouchent, Mostaganem, Chlef, Tipaza et Alger. M. Korbi a indiqué que ces commissions ont été créées pour entamer les procédures de validation des acquis de l'expérience professionnelle chez une catégorie des professionnels de la

pêche, qui ont une expérience acquise sur le tas, mais qui ne disposent pas de diplômes. Le même responsable a souligné que le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques avait donné des instructions pour sensibiliser les gens de la mer des différentes wilayas côtières sur cette question, ajoutant que "pas moins de 4.000 dossiers de personnes intéressées ont été recensés, jusqu'à présent".